

COVID-19 : L'avenir des systèmes de développement africains



Frederick S. Pardee Center for International Futures
Dr. Jonathan D. Moyer
Dr. Abigail Kabandula
David K. Bohl
Vivian Yang
Kaylin McNeil
Yutang Xiong

African Union Development Agency
(AUDA-NEPAD)
Dr. Ibrahim Mayaki
Martin Bwalya
George Murumba
Dr. Bernice Mclean

NEPAD Planning and Coordinating Agency
Midrand, Johannesburg
Afrique du Sud
+27 11 256 3600

Frederick S. Pardee Center for International Futures
Josef Korbel School of International Studies
University of Denver
Denver, Colorado
US
+1 303 871 2443
pardee.center@du.edu

REMERCIEMENTS

Nous tenons à exprimer notre gratitude au Dr Barry B. Hughes et à Holden J. Fitzgerald du Pardee Center pour leur contribution initiale au cadre de la carte des systèmes. Nous aimerions remercier Jackie Shi et Cory Vandenberg pour leur aide dans la visualisation de données, sous la direction de Collin Meisel, Taylor Hanna pour son aide à l'analyse documentaire, Whitney Doran pour la coordination de la conception et le Dr Mustafa Sakr pour la lecture de la version préparatoire du rapport.

Ce rapport a été préparé principalement par le Frederick S. Pardee Center for International Futures de la Josef Korbel School of International Studies de l'Université de Denver, conjointement et en collaboration avec l'AUDA-NEPAD qui a également fourni la conceptualisation de l'étude critique et des conseils détaillés tout au long de la démarche. Les auteurs remercient le personnel de l'AUDA-NEPAD pour sa révision technique et ses contributions.

TABLE DES MATIÈRES

Liste des tableaux	ii
Table des figures	ii
Liste des abbréviations	ii
Avant-propos	iii
Résumé exécutif	1
1. Introduction	3
1.1 Propagation, morbidité et mortalité en Afrique	3
1.2 Impact socio-économique de la COVID-19	3
1.3 Implications de la pandémie sur la politique de développement	4
1.4 Objectif et importance de l'étude	5
2. Placer la COVID-19 dans la croissance économique durable et le développement humain de l'Afrique : cartographie des systèmes	7
2.1 Systèmes épidémiologiques	8
2.2 Les systèmes économique-démographiques	9
2.3 Réponse des gouvernements et du marché	10
2.4 Identifier les populations vulnérables pour prévoir des systèmes résilients	11
3. Modélisation de l'effet de la COVID-19 sur le développement	13
3.1 Effet des hypothèses de mortalité sur les systèmes démographiques : propagation et gravité de la maladie	14
3.2 Hypothèses économiques	14
3.3 Interaction des hypothèses économiques et de mortalité	17
4. Transformations du développement humain en Afrique et COVID-19	19
4.1 Transitions démographiques	19
4.2 Développement humain et inégalité	19
4.3 Technologie et systèmes naturels	21
4.4 Gouvernance	21
5. Déterminer la politique à suivre pour répondre à la COVID-19 dans le cadre de l'agenda 2063 : Contextes de développement	23
Conclusion	27

LISTE DES TABLEAUX

<i>Tableau 1</i> : Scénarii de la COVID-19.....	13
<i>Tableau 2</i> : Hypothèse de mortalité directe déterminée par la COVID-19, millions de personnes.....	14
<i>Tableau 3</i> : Effet économique cumulé de la COVID-19 en Afrique selon différents scénarii en milliards dollars.....	15
<i>Tableau 4</i> : Quelques facteurs clés du développement qui devraient être influencés par la COVID-19	24

TABLE DES FIGURES

<i>Figure 1</i> : Cartographie des systèmes macro.....	7
<i>Figure 2</i> : Cartographie des systèmes épidémiologiques.....	8
<i>Figure 3</i> : Cartographie des systèmes économique-démographiques.....	9
<i>Figure 4</i> : Effet de la fermeture d'une entreprise sur la dynamique du système.....	10
<i>Figure 5</i> : Effet de la politique fiscale sur la dynamique du système.....	11
<i>Figure 6</i> : Hypothèses sur le taux de croissance du PIB dans les différents scénarii.....	15
<i>Figure 7</i> : Effet de la COVID-19 sur la production sectorielle africaine en pourcentage du PIB.....	16
<i>Figure 8</i> : Exportations de l'Afrique en milliards d'USD.....	16
<i>Figure 9</i> : Exportations de l'Afrique en pourcentage du PIB.....	17
<i>Figure 10</i> : Scénarii alternatifs et PIB par habitant (en PPA).....	17
<i>Figure 11</i> : Effets directs et indirects de la COVID-19 sur la mortalité dans le temps et selon le scénario	18
<i>Figure 12</i> : Millions de personnes en Afrique vivant dans la pauvreté (moins de 1,90 USD par jour).....	20
<i>Figure 13</i> : Approche intégrée dans la détermination des choix de politique publique en réponse à la COVID-19	25

LISTE DES ABBRÉVIATIONS

AfCFTA	Accord de libre-échange continental africain
COVID-19	Coronavirus
FDI.....	Investissements directs étrangers
PIB	Produit intérieur brut
IFs	International Futures
OIT.....	Organisation internationale du travail
FMI	Fonds monétaire international
CEA	Commission économique des Nations unies pour l'Afrique
OMS	Organisation Mondiale de la Santé

AVANT-PROPOS

La croissance économique et la trajectoire de développement de l'Afrique étaient en constante augmentation avant l'apparition du coronavirus (COVID-19). Depuis que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré la COVID-19 pandémie mondiale, la réponse des pays africains a suivi la tendance mondiale consistant à imposer des fermetures économiques et à limiter les mouvements humains pour atténuer les effets du virus sur la population, en particulier sur les plus vulnérables.

Les mesures de confinement ont eu un effet positif en atténuant la propagation rapide de la COVID-19. De même, d'autres mesures fiscales mises en place pour protéger les populations vulnérables et les économies fragiles ont minimisé les coûts économiques et sociaux générés par la pandémie. Toutefois, la COVID-19 a révélé d'importantes faiblesses et fragilités structurelles dans les politiques et structures économiques africaines ainsi que dans les systèmes de santé qui ont eu et continueront d'avoir des effets néfastes sur le continent. Avec une pauvreté généralisée, le départ d'une grande partie de la population urbaine dans des établissements informels surpeuplés et un accès limité aux soins de santé, de nombreuses personnes seront indirectement et directement touchées par la COVID-19. En outre, il semble que la pandémie va annuler une grande partie des récents progrès en matière de développement que le continent a connus, augmentant ainsi la pauvreté et les inégalités.

Néanmoins, les effets négatifs de la pandémie qui en découlent nous obligent à réévaluer notre paradigme de développement et à utiliser la myriade d'outils et de techniques à notre disposition pour réexaminer l'efficacité et déficiences de nos politiques et de nos cadres interprétatifs. En effet, la COVID-19 nous donne un nouvel élan pour mieux comprendre et réorganiser nos priorités de développement afin de mettre au point des mesures "résilientes" qui non seulement résistent à de tels chocs, mais aussi, dans le cadre de la "nouvelle normalité", à des mesures de lutte contre la pauvreté.

Qui puissent déboucher sur des politiques véritablement sensibles et répondant aux aspirations de développement des peuples d'Afrique, telles qu'elles sont énoncées dans les agendas 2030 et 2063. La santé mondiale, et certainement nos modèles socio-économiques, ne seront plus jamais les mêmes après la COVID-19. Ils ne pourront plus l'être. Le continent doit émerger, après la COVID-19, avec la plus grande résilience possible afin de faire face aux défis générés par la pandémie et d'atténuer les crises futures.

Alors que la pandémie est une menace capitale, nous devrions considérer cela comme une opportunité de repenser les défis auxquels le continent doit faire face pour un développement économique et social inclusif. Il ressort clairement de cette crise que les questions sanitaires, sociales et économiques sont liées, interdépendantes et interconnectées. Pour mieux comprendre ces "systèmes" complexes, nous devons évaluer ces relations avec soin. Penser dans le cadre d'une cartographie des systèmes nous permet de mieux comprendre les dynamiques associées à des groupes de variables et d'unités interconnectées de manière significative, en l'occurrence les questions sanitaires, sociales et économiques.

J'espère donc qu'en interrogeant les relations complexes entre ces variables dans le contexte de la COVID-19, en utilisant l'approche de la "cartographie des systèmes", les décideurs politiques et les États membres comprendront et apprécieront mieux les relations et les dynamiques. En retour, ils seront en mesure de déterminer les politiques, les institutions et les structures qui ont "échoué", celle qui pourront également s'adapter et celles, nouvelles, qu'il conviendra de créer. Dans ce dernier cas, nous devons repenser et réorganiser nos institutions et nos cadres afin de formuler de nouvelles politiques susceptibles de déboucher sur des économies et des sociétés résilientes.



Dr. Ibrahim Mayaki

PDG

Agence de développement de l'Union
africaine-NEPAD (AUDA-NEPAD)



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La propagation de la COVID-19 est une pandémie mondiale qui a changé la façon dont les humains vivent, produisent, interagissent et communiquent. Elle a touché tous les aspects de la vie et créé une grande incertitude, intensifiant la vulnérabilité des populations en difficulté et remettant en question la légitimité des gouvernements, créant ainsi une expérience humaine partagée qui s'étend dans le monde entier. Les effets à long terme de cette pandémie se feront sentir pendant toute notre vie.

Ce rapport présente un cadre pour aider les décideurs à réfléchir aux effets à long terme de la COVID-19 sur le développement et la poursuite de l'Agenda 2063. Pour ce faire, nous poursuivons des types de recherche interdépendants. Tout d'abord, nous créons un cadre systémique pour comprendre comment la COVID-19 se déroule et interagit avec différents aspects de la gouvernance et du développement. Deuxièmement, nous créons deux scénarios alternatifs au sein de la plateforme de modélisation International Futures qui évaluent les effets à long terme de la COVID-19 sur les trajectoires de développement humain à la lumière de travaux antérieurs analysant les choix face à la grande transformation.

Nous avons trouvé que la COVID-19 a des impacts spécifiques sur les populations vulnérables et que celles-ci doivent être au centre de la réponse politique. Par exemple, la littérature scientifique indique clairement que les populations plus âgées ou celles qui présentent une forte comorbidité sont plus vulnérables à la maladie. Ces groupes de personnes doivent être protégés en tant que priorité politique. Une politique à plus long terme devrait s'adresser aux pays qui sont plus dépendants des importations alimentaires pour leur consommation, car des perturbations systémiques plus larges de la production alimentaire peuvent affaiblir la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les pays qui dépendent des importations et des exportations de pays qui ont été durement touchés par la COVID-19 connaîtront également des ralentissements économiques qui seront perturbateurs. Le continent devrait privilégier une stratégie d'"interdépendance gérée" qui évalue quelles politiques atténueront le risque de dépendance économique vis-à-vis du monde extérieur et mettra en évidence la résilience économique interne. En outre, les pays dont les institutions de gouvernance sont faibles et qui ne peuvent pas répondre rapidement à l'évolution des demandes des citoyens face à cette pandémie mondiale seront plus vulnérables à la propagation et aux effets socioéconomiques du virus.

Les effets économiques de la COVID-19 seront significatifs. La COVID-19 réduit la production économique africaine en 2020 de 192 milliards de dollars.

Les scénarios prévoyant des effets économiques plus ou moins importants vont de -150 à -234 milliards de dollars US en 2020. Pour l'avenir, la perte économique cumulée est de 2,8 milliards de dollars d'ici 2030, de 8,9 milliards de dollars d'ici 2040 et de 19,9 milliards de dollars d'ici 2050. Dans des scénarios plus pessimistes, la réduction cumulée du PIB dépasse 37 000 milliards de dollars US d'ici 2050.

De façon significative, nous trouvons que la mortalité directe due à la COVID-19 sera inférieure à la mortalité indirecte due à la réduction de la production économique. Bien que la mortalité directe due à la pandémie n'ait pas pris fin (et que nous manquions de tests et de surveillance en nombre suffisant pour comprendre les aspects clés de la virulence), nous estimons que, dans le meilleur des cas, 250 000 personnes supplémentaires mourront indirectement de la maladie d'ici 2030 par rapport à un monde qui n'a pas connu les perturbations économiques associées à la COVID-19. Dans le pire des cas, la mortalité indirecte pourrait atteindre près de 3,5 millions de personnes d'ici 2030, soit plus de 20 fois l'hypothèse de mortalité directe de la COVID utilisée dans cette analyse.

Cela souligne l'importance qu'il y a à poursuivre les politiques qui permettent à la fois de sauver des vies et des moyens de subsistance en ajoutant une nouvelle facette : les gouvernements doivent sauver des vies afin de stimuler l'activité économique (et sauver les moyens de subsistance). Si nous ne sauvons pas de vies en limitant la propagation et en suivant la science épidémiologique, nous réduirons les moyens de subsistance et verrons la mortalité augmenter encore en raison d'un développement économique réduit. Sauver des vies et les moyens de subsistance sont inextricablement liés et la propagation du virus en Afrique n'est pas terminée.

Nous avons étudié l'effet de la COVID-19 sur le développement en comparant les projections actuelles avec les analyses précédentes publiées dans l'Agenda 2063 pour l'Afrique : Le choix face aux grandes transformations:

LA TRANSFORMATION DÉMOGRAPHIQUE

- Avant COVID-19, la population africaine devait passer de 1 343 millions en 2020 à 2 507 millions en 2050 et la population urbaine devait passer de 584 millions en 2020 à 1 383 millions.
- L'effet de la COVID-19 sur les transitions démographiques à long terme est minime. À court et à long terme, la COVID-19 n'aura probablement aucun effet significatif sur l'urbanisation. Sur la base de la COVID, il est probable que le nombre de personnes vivant dans les centres urbains augmente en

raison de l'accroissement de la population (dû à des taux de fécondité plus élevés) et de la croissance du PIB par habitant par rapport à 2020.

DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET INÉGALITÉ

- Le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté devrait augmenter de 22 millions d'ici 2021, de 38 millions d'ici 2030, de 52 millions d'ici 2040 et de 39,5 millions d'ici 2050. Cela représente une augmentation modérée de 1,6 point de pourcentage du nombre de personnes d'ici 2021, et de 2,2 d'ici 2030, 2,4 d'ici 2040, et 1,5 d'ici 2050 par rapport à un monde sans COVID-19.

- Le coût économique réduira les dépenses publiques pour les services clés. Globalement, la réduction cumulée des recettes publiques, si l'on compare un monde sans COVID-19 au monde actuel, est de 761 milliards de dollars US d'ici 2030, de 2 270 milliards de dollars US d'ici 2040 et de 5 145 milliards de dollars US d'ici 2050.

- À long terme, l'évolution des recettes publiques devrait réduire de façon significative les dépenses dans les domaines de l'éducation, de la santé, des infrastructures et de l'armée. Entre 2020 et 2050, nous estimons que la réduction des dépenses militaires pourrait être proche de 400 milliards de dollars, celle des dépenses de santé de plus de 550 milliards de dollars et celle des dépenses d'éducation de plus de 1 000 milliards de dollars par rapport à un monde sans COVID-19.

- La COVID-19 ne change pas grand-chose à la transition entre les décès dus aux maladies transmissibles et ceux dus aux maladies non transmissibles en Afrique. Avant la COVID-19, 4,9 millions d'Africains sont morts de maladies transmissibles en 2019 et 4 millions sont morts de maladies non transmissibles. Au total, jusqu'en 2030, l'étude prévoit 1,9 million de décès supplémentaires dus à des maladies transmissibles. Toutefois, la recherche prévoit également une augmentation de 102 000 décès dus à des maladies non transmissibles, en raison d'un accès plus restreint aux hôpitaux et d'une diminution des ressources disponibles pour traiter les malades.

- En 2019, nous avons estimé que 53 millions d'enfants en Afrique qui devraient être scolarisés en primaire ne l'étaient pas, et que ce nombre serait réduit à 45,3 millions d'ici 2030, 34,6 millions d'ici 2040 et 19,7 millions d'ici 2050. Cependant, l'effet de la COVID-19 sur la réduction des activités économiques augmentera le nombre d'enfants qui risquent la déscolarisation. L'étude estime que, d'ici 2030, un nombre supplémentaire de 1,7 million d'enfants ne seront pas scolarisés en primaire, ce nombre passant à 2,4 millions en 2040 et à 2,3 millions en 2050.

- Néanmoins, il faut plus qu'une pandémie mondiale pour éroder totalement l'ensemble des connaissances plus vastes développés dans les sociétés au fil des générations. Les mesures du nombre moyen d'années d'études dans une société évoluent lentement, et avant la COVID, nous avons prévu que le nombre

moyen d'années d'études d'une personne de 15 ans ou plus passerait de 6,2 ans en 2019 à 6,9 ans en 2030, 7,5 ans en 2040 et 8,2 ans en 2050. L'effet de la COVID est de réduire ce chiffre d'entre 0,005 et 0,09 années par rapport à un scénario de base pré-COVID. La réduction globale est encore plus importante à l'avenir.

TECHNOLOGIE ET SYSTÈMES NATURELS

- La COVID-19 aura un effet global moindre sur la diffusion de la technologie ou sur les transitions en cours dans les systèmes naturels. Les technologies de l'information et de la communication et les technologies des énergies renouvelables continueront à se développer, bien qu'il y ait des réductions à court terme des investissements qui sont similaires aux réductions que nous constatons dans la production économique. Le changement climatique continuera de croître en tant que menace, hantant le présent et l'avenir, même si les émissions de carbone diminueront à court terme.

GOUVERNANCE

- Dans nos travaux précédents, nous avons souligné combien le caractère central de l'amélioration de la qualité de la gouvernance pouvait être un levier clé pour améliorer grandement les ambitions de l'Agenda 2063. La pandémie COVID-19 renforce ce constat et souligne son caractère central à mesure que les gouvernements progressent dans la réponse à un cadre politique interconnecté : sauver des vies, préserver les moyens de subsistance. Bien qu'il semble que la mortalité directe due à la COVID-19 soit faible, nous ne devons pas oublier que nous n'en sommes probablement qu'au début de cette pandémie en cours et que la mortalité se développe là où elle n'est pas contrôlée. Si la pandémie se développe les gens réagiront en réduisant l'activité économique, ce qui obligera les gouvernements à réagir à la fois en stimulant l'économie et en n'hypothéquant pas leur avenir par une accumulation des niveaux non soutenables de la dette. Il ne s'agit pas de petits défis, et ils exigent une gouvernance transparente et responsable pour être traités correctement et éviter la menace croissante d'instabilité politique.

Les coûts de cette pandémie se feront sentir pendant des décennies et entraîneront douleur et souffrance bien après que le virus soit passé. Mais c'est l'occasion pour les dirigeants africains d'imaginer de nouveau leur développement dans une perspective continentale, de réaffirmer leurs engagements en faveur de l'intégration, et de poursuivre activement les politiques de l'Agenda 2063. Une pandémie mondiale met en évidence l'interconnectivité indéniable de notre monde, ceci en devant pas amener les pays à se retirer et à revenir à des pratiques d'isolationnisme et de nativisme. Ce défi est plutôt l'occasion d'imaginer de nouveau le développement comme un processus caractérisé par des piliers de soutenabilité, des politiques inclusives, et par le développement économique.

INTRODUCTION

Une pandémie mondiale causée par le syndrome respiratoire aigu sévère associé au Coronavirus (SARS-CoV-19 ou COVID-19), s'est propagée dans le monde entier, y compris en Afrique. Les gouvernements africains ont réagi à la pandémie en déclarant l'état d'urgence et en imposant des mesures de confinement, notamment en fermant les frontières internationales, en instaurant des couvre-feux et des mesures de distanciation sociale et, dans de nombreux cas, en faisant respecter ces restrictions par une surveillance policière rigoureuse. Les projections de l'Imperial College du Royaume-Uni, également publiées par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), indiquent qu'entre 300 000 et 3,3 millions de personnes pourraient perdre la vie sur le continent en raison de la COVID-19.¹ Le Fonds monétaire international (FMI) dresse un tableau sombre des perspectives économiques de l'Afrique sub-saharienne pour 2020, avec un produit intérieur brut (PIB) en baisse de 1,6%, soit une diminution de 5,1% par rapport aux estimations antérieures à la COVID.²

PROPAGATION, MORBIDITÉ ET MORTALITÉ EN AFRIQUE

Les premiers cas africains de COVID-19 ont été enregistrés dans les pays les plus exposés au niveau international (Égypte, Maroc, Algérie, Nigeria et Afrique du Sud). Depuis le premier cas en Afrique, signalé le 25 février 2020 en Algérie³, les taux d'infection du continent ont augmenté de mars à juin et continuent d'augmenter, tout en restant inférieurs à la moyenne mondiale. Toutefois, le taux d'infection n'est peut-être pas un indicateur fiable de la propagation du virus en raison de la faible capacité de dépistage du continent. Selon les données de l'OMS et de l'Union africaine, un total de 115 346 cas positifs au COVID-19 et 3 471 (CFR : 3 %) décès ont été signalés dans 54 pays africains à la fin du mois de mai, ce qui représente à peine 2 % de tous les cas signalés dans le monde. Les spécialistes de la santé et les analystes politiques ont remis en question le nombre apparemment faible de cas de COVID-19 sur le continent. Ils avertissent qu'il pourrait s'agir d'une bombe à retardement si le nombre de cas augmentait brusquement et de façon importante, car les pays africains seraient alors

incapables de faire face à la situation en raison de la faiblesse des infrastructures de santé publique et du contexte socioéconomique qui fera qu'il serait difficile d'observer des mesures préventives de base comme la distanciation sociale. Malgré l'augmentation constante du nombre de cas de COVID-19, de nombreux pays de la région ont assoupli les restrictions de confinement dans l'espoir d'atténuer les impacts économiques à long terme. L'OMS a néanmoins exhorté à la prudence dans l'ouverture des pays aux entreprises, et a recommandé aux gouvernements de mettre en œuvre des mesures de santé publique rigoureuses à tous les niveaux des systèmes de santé nationaux, y compris au niveau communautaire.⁴

IMPACT SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA COVID-19

Suite à la désignation de la COVID-19 comme pandémie par l'OMS le 11 mars 2020, les gouvernements africains ont réagi rapidement en prenant des mesures de santé publique pour prévenir la propagation du virus. Bien que les mesures aient varié d'un pays à l'autre, elles ont essentiellement consisté à restreindre la circulation des personnes et à fermer les entreprises, à l'exception de ce qui était considéré comme des services essentiels, tels que l'approvisionnement alimentaire. Par exemple, l'Afrique du Sud a déclaré l'état de catastrophe nationale et a mis en place un verrouillage national fin mars avant de signaler son premier décès dû à la COVID-19. L'Ouganda a suspendu les rassemblements publics avant que le premier cas ne se déclare dans le pays. Le Nigeria a commencé à contrôler les passagers dans les aéroports internationaux près d'un mois avant que le premier cas ne soit détecté.⁵ Il n'est donc pas surprenant que les actions rapides de l'Afrique pour contenir COVID-19 aient été efficaces pour supprimer la transmission jusqu'à présent.

Toutefois, les mesures prises pour ralentir ou, espérons-le, stopper la propagation de COVID-19 ont eu un impact significatif et largement négatif sur les perspectives socioéconomiques du continent. Le FMI a constaté que le PIB induit par la COVID-19 en 2020 a diminué d'environ 5,1 % par rapport aux estimations antérieures à la COVID (la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (UNECA) constate la

[1] Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, "COVID-19 in Africa: Protecting Lives and Economies," COVID-19 Response, 2020, <https://www.uneca.org/publications/covid-19-africa-protecting-lives-and-economies>.

[2] FMI, "World Economic Outlook, April 2020: The Great Lockdown" (Fonds Monétaire International, Avril 2020), <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2020/04/14/weo-april-2020>.

[3] Organisation Mondiale pour la Santé, "Coronavirus Disease 2019 (COVID-19)," Situation Report (OMS, 6 mars 2020), https://www.who.int/docs/default-source/coronaviruse/situation-reports/20200306-sitrep-46-covid-19.pdf?sfvrsn=96b04adf_2; SDG Center for Africa, "COVID-19: Unprecedented Risk to SDGs in Africa" (Sustainable Development Goals Center for Africa, mai 2020), https://sdgcafrica.org/wp-content/uploads/2020/06/COVID-19-UNPRECEDENTED-RISK-TO-SDGS-IN-AFRICA_Web-Final.pdf.

[4] Organisation Mondiale pour la Santé, "Coronavirus Disease 2019 (COVID-19)."

[5] Josephine Moulds, "How the Threat of COVID-19 Is Affecting People across Africa," Forum économique mondial (blog), 6 mai 2020, <https://www.weforum.org/agenda/2020/05/africa-covid-19-coronavirus-pandemic-food-water-perc/>.

même chose pour le PIB induit par la COVID-19, qui est passé de 2,5 milliards d'euros à 2,5 milliards d'euros, passant de 3,2 pour cent à 1,8 pour cent en 2020).

On s'attend à ce que les conséquences sur le plan socio-économique s'aggravent si la COVID-19 et les perturbations associées ne sont pas contenues à court terme.⁶ Le commerce intra-africain pourrait être affecté par des perturbations exogènes de la chaîne d'approvisionnement ainsi que par l'interruption des liens avec le marché mondial. Le commerce interafricain, en particulier avec certains des partenaires commerciaux les plus récents du continent en Asie, comme la Chine, pourrait également être gravement affecté. Cela se répercute déjà sur la perte de revenus, y compris au niveau des ménages, par la perte d'emplois ou la perte d'activités commerciales, en particulier chez les grands acteurs économiques informels.

Au niveau national, les effets endogènes liés à la perturbation des activités économiques due au verrouillage ont affecté la demande globale, entraînant une diminution des recettes fiscales intérieures, une pression supplémentaire sur ce qui, dans de nombreux gouvernements, constitue déjà un régime fiscal limité. Il en va de même pour la demande accrue de dépenses publiques visant à préserver la santé humaine et les moyens de subsistance et à soutenir les activités économiques.⁷ Parmi les autres facteurs qui contribueront au ralentissement économique, on peut citer la réduction de la production dans plusieurs industries clés, notamment le tourisme et les services connexes. Les remises de fonds de la diaspora africaine devraient également diminuer.

Les impacts socio-économiques de la COVID-19 résultant des mesures de confinement se font également sentir au niveau des ménages, en particulier dans les zones urbaines à forte densité. Des parties significatives de la population urbaine ont perdu et continueront à perdre des emplois. 86 % de la population en Afrique sub saharienne se trouve dans le secteur informel.⁸ Par conséquent, de larges pans des populations du continent sont incapables de s'engager dans des activités économiques pour assurer leur subsistance. Alors que de nombreux gouvernements africains ouvrent lentement leurs pays aux entreprises, les arrêts prolongés de l'activité économique ont entraîné des pressions économiques négatives sur les ménages et les communautés pauvres déjà limités en termes d'accès aux moyens de subsistance de base, notamment en nourriture, eau, assainissement et soins de santé. La COVID-19 et les conséquences socio-économiques qui en découlent ont mis en évidence des faiblesses et des fragilités structurelles systémiques, notamment les niveaux élevés de pauvreté et d'inégalité.

Les gouvernements africains, en collaboration avec le secteur privé et la société civile, ont réagi en prenant des mesures visant à "sauver des vies" et à "préserver les moyens de subsistance". Il s'agit notamment

d'un ensemble de mesures de relance économique destinées à atténuer les effets de la pandémie sur la population générale, en particulier les populations pauvres et défavorisées. Ces mesures varient d'un pays à l'autre, mais ils se sont principalement concentrés sur la distribution de nourriture et d'équipements de protection individuelle, notamment de masques. Certains pays, comme l'Afrique du Sud, ont également déboursé des aides fiscales importantes pour atténuer les pertes de salaire et aider les entreprises en difficulté, notamment les petites et moyennes entreprises.

LES IMPLICATIONS DE LA PANDÉMIE SUR LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Dans le contexte des ambitions de développement de l'Afrique détaillées dans l'Agenda 2063, la pandémie a mis en évidence deux défis de politique de développement avec des implications importantes pour l'avenir du continent. Premièrement, la COVID-19 a révélé un manque de politiques stratégiques pour favoriser un développement durable et inclusif. Les secteurs de développement essentiels qui répondent aux besoins humains fondamentaux tels que l'éducation, l'assainissement et la santé, l'énergie, le logement et les systèmes de sécurité sociale ont été largement négligés, laissant les populations particulièrement vulnérables aux chocs socio-économiques comme ceux déclenchés par la pandémie de la COVID-19. On peut s'attendre à ce que même ces impacts immédiats de la COVID-19 sur tous les niveaux d'activités économiques aient certainement un impact sur la croissance économique et les trajectoires de développement à moyen et long terme du continent. La lutte contre la COVID-19 est certainement plus qu'une simple question de santé, c'est encore plus une préoccupation de développement.

Les gouvernements africains doivent poursuivre une réponse intégrée qui, tout à la fois, réponde aux besoins immédiats en matière de soins de santé, adopte les mesures de relance économique nécessaires et s'attaque aux problèmes de développement sous-jacents, contribuant ainsi progressivement au changement structurel. Ces mesures doivent notamment viser à remédier aux fragilités et aux faiblesses systémiques des économies et des moyens de subsistance exposés par la COVID-19.

Deuxièmement, la pandémie a mis en évidence la nécessité urgente et impérative pour l'Afrique de commencer à réimaginer et à adapter les sociétés aux réalités changeantes. Le travail et l'apprentissage à distance et la distanciation sociale dans tous les environnements exigent de nouveaux concepts d'urbanisme. La perturbation importante de la chaîne d'approvisionnement mondiale due principalement à une dépendance excessive des pays africains à l'égard de l'approvisionnement en dehors du continent (ces dernières années, de plus en plus de la Chine), devrait contraindre les interventions politiques et les inves-

[6] Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, "COVID-19 in Africa: Protecting Lives and Economies."

[7] Union Africaine, "Impact of the Coronavirus (COVID 19) on the African Economy" (African Union, 2020), <https://www.tralac.org/documents/resources/covid-19/3218-impact-of-the-coronavirus-covid-19-on-the-african-economy-african-union-report-april-2020/file.html>.african union

[8] OIT, "Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Picture. Third Edition" (Geneve : Organisation internationale du travail, 30 avril 2018), http://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_626831/lang-en/index.htm.

tissements à élargir et à développer radicalement la capacité de production locale. De telles interventions politiques stratégiques favoriseraient les aspirations de la zone de libre-échange continentale africaine

(AfCFTA), qui devait initialement démarrer en juillet 2020, mais qui est maintenant en suspens en raison de la multitude de défis résultant de la COVID-19.

OBJECTIF ET IMPORTANCE DE L'ÉTUDE

Ce rapport vise à soutenir les décideurs politiques et les spécialistes du développement africains dans leurs efforts pour évaluer et comprendre les impacts de la COVID-19 et les conséquences socioéconomiques connexes sur les trajectoires de développement à moyen et long terme du continent. Ceci afin de faciliter la prise de décisions éclairées, notamment en ce qui concerne les choix en matière de politique de développement. L'étude a utilisé un cadre de réflexion systémique pour identifier l'impact de la pandémie de la COVID-19 sur les indicateurs de croissance économique et de développement humain de l'Afrique en relation avec les transformations de développement en cours. En utilisant des scénarios alternatifs, l'étude a simulé les futurs possibles de développement du continent, reflétant les effets socio-économiques de la COVID-19 dans l'horizon temporel de l'Agenda 2063. En fournissant des analyses et des informations en temps utile, les résultats de l'étude permettront aux gouvernements de :

a. Identifier et comprendre en particulier les impacts socio-économiques liés à la COVID-19 et les

conséquences sur la croissance économique et la trajectoire de développement de l'Afrique, y compris les impacts sur les groupes défavorisés et vulnérables des populations locales

b. Identifier les options politiques fondées sur des données probantes (appropriées au niveau local, techniquement solides) afin de galvaniser la reprise et la croissance économiques intégrées, et

c. Stimuler des économies à large assise et inclusives, capables de résister aux futurs chocs socioéconomiques

Malgré les inquiétudes liées à l'épidémiologie et aux soins de santé, ce rapport n'approfondit pas les aspects techniques des interventions épidémiologiques. Il se concentre plutôt sur les conséquences socio-économiques de la pandémie, les tendances à long terme de la croissance économique de l'Afrique et les trajectoires de développement. Cette étude a été conçue spécialement pour le contexte africain afin de s'assurer que les analyses et les interprétations sont appropriées et pertinentes dans le cadre d'un récit africain.





6
10
323
1892
229
295

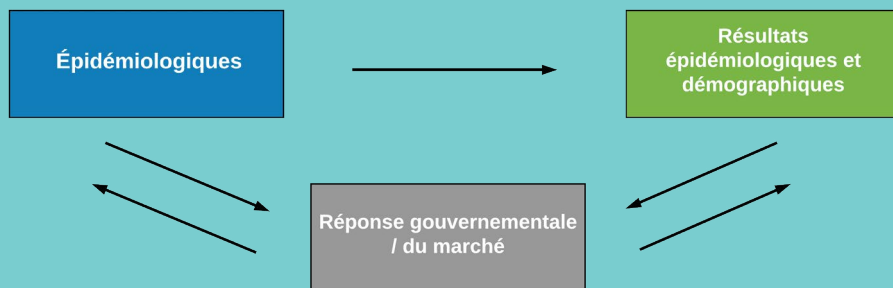
PLACER LA COVID-19 DANS LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DURABLE ET LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN DE L'AFRIQUE : CARTOGRAPHIE DES SYSTÈMES

La pandémie de la COVID-19 évolue avec un grand nombre de variables en interaction dans de multiples systèmes. De nombreux facteurs concernant le virus et ses effets restent inconnus ou incertains. Ce niveau élevé d'incertitudes, y compris les nombreuses interprétations qui ne sont pas nécessairement similaires, cohérentes et homogènes, a laissé aux décideurs politiques peu de repères fondés sur des données probantes pour évaluer et hiérarchiser les choix politiques qui s'affrontent. D'autre part, la pandémie a provoqué un choc socioéconomique d'ampleur mondiale - sans précédent sous toutes ses formes, touchant même des pays et des communautés qui ne sont pas encore directement touchés par le virus. Une action immédiate est nécessaire et les pays (ainsi que les particuliers, les entreprises, les gouvernements, les organisations intergouvernementales et la société civile) s'efforcent déjà de déterminer et de mettre en oeuvre des interventions pour atténuer, relancer et catalyser une croissance économique et un développement accru (afin de reconstruire en mieux).

L'une des caractéristiques du choc socio-économique lié à la pandémie est que ses effets se font sentir dans tous les secteurs, à travers de multiples

niveaux et systèmes - sur le plan thématique et géographique. Une "approche de cartographie des systèmes" - un cadre identifiant et reliant les variables ainsi que leurs relations positives ou négatives et les boucles de rétroaction - peut être un outil utile pour aider les décideurs politiques à développer une compréhension complète et intégrée de la façon dont un ensemble de variables interagit dynamiquement avec d'autres. La cartographie des systèmes développée dans cette étude s'inspire des études en cours axées sur la COVID-19. Elle est complétée par un modèle établi et testé de systèmes humains, sociaux et biophysiques (principalement axé sur l'économie et la démographie) appelé International Futures, ainsi que par de nouvelles informations recueillies sur les réponses des gouvernements et du marché à la crise actuelle. Le cadre analytique représente un modèle conceptuel pour guider une réflexion intégrée et holistique sur l'évolution de la situation et peut aider les dirigeants africains à déterminer scientifiquement des politiques éclairées qui pourraient minimiser les impacts négatifs de COVID-19 sur les populations et l'économie, en particulier dans un contexte de grande incertitude.

Figure 1 : Cartographie des systèmes macro.



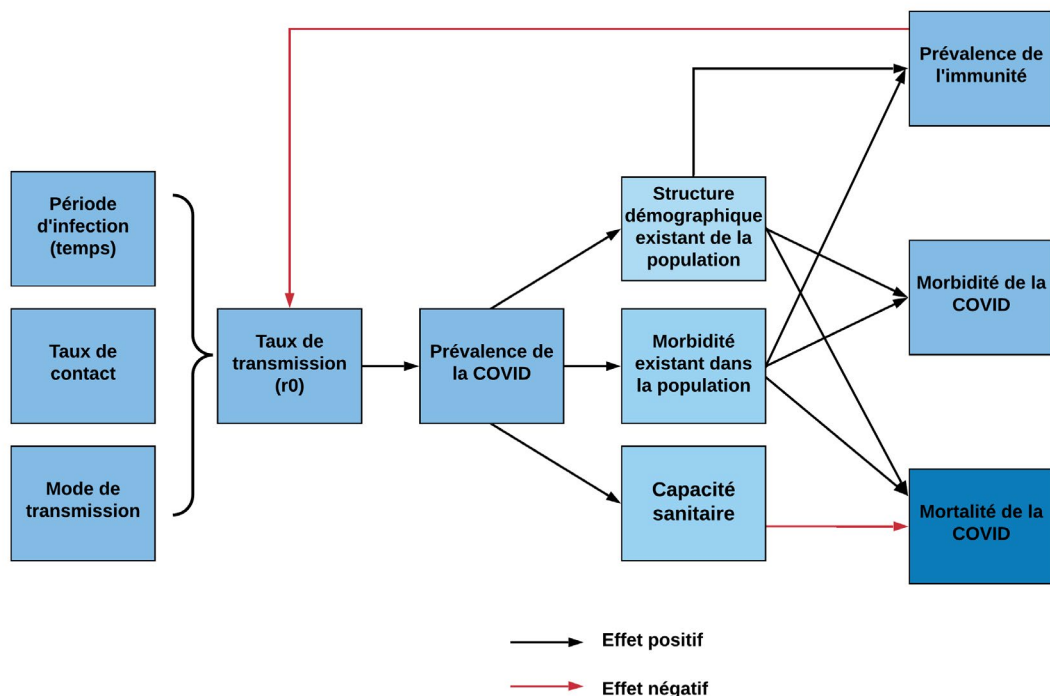
Trois grands sous-systèmes interdépendants associés à la COVID-19 sont pris en compte. Ces sous-systèmes interdépendants (Figure 1) sont :

- **Sous-systèmes épidémiologiques** : les moyens par lesquels le virus infecte les individus et les conditions ou comportements qui peuvent influencer la propagation.
- **Sous-système économique - Sous-systèmes démographiques** : variables socio-économiques

sur lesquelles les systèmes épidémiologiques ont un impact direct et qui comprennent la mortalité et l'évolution des modèles d'activité économique.

- **Sous-systèmes gouvernemental et du marché** : les sous-systèmes de sur-marché : ils représentent les réponses des gouvernements et du marché aux effets du virus. Les réponses comprennent des politiques visant à contrôler la propagation du virus par le biais de mesures destinées à soutenir ou à stimuler l'activité économique.

Figure 2 : Cartographie des systèmes épidémiologiques.



SYSTÈMES ÉPIDÉMIOLOGIQUES

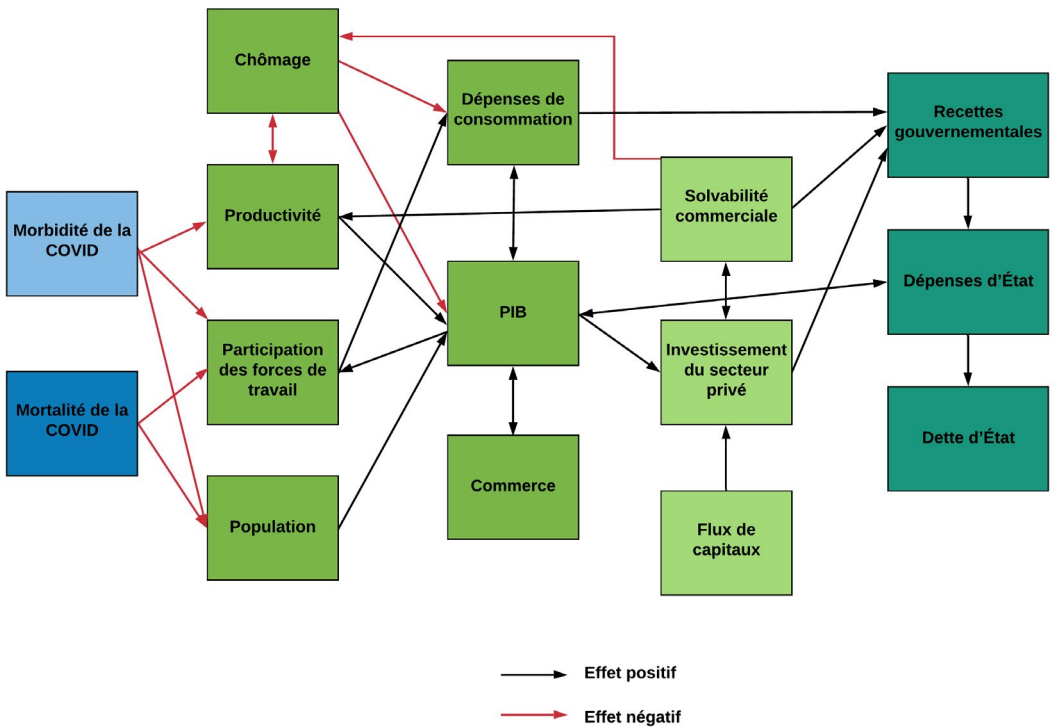
Les épidémiologistes utilisent un certain nombre de techniques pour modéliser la propagation de la maladie, mais la méthode la plus courante consiste à classer les populations en groupes de personnes sensibles, infectées et écartées. Les populations sensibles sont celles qui sont exposées au risque d'infection, les infectées sont celles qui ont et peuvent potentiellement propager le virus, tandis que les écartées sont celles qui sont soit immunisées (en raison de la vaccination ou d'une exposition antérieure) ou qui sont décédées. La mise en contexte de cette perspective dans des systèmes environnementaux et sociaux plus larges met en évidence certains des principaux facteurs de propagation et suggère des voies possibles de contrôle de la pandémie. Par exemple, le taux de nouvelles infections peut être attribué à plusieurs caractéristiques virales (telles que la période moyenne d'infection et l'immunité), environnementales (telles que la température ou l'humidité) ou comportementales (telles que l'interaction humaine). La connaissance de cet ensemble de relations nous fournit un modèle simple qui décrit comment la pandémie pourrait se propager dans différentes régions géographiques et par différentes réactions sociales ou gouvernementales. La figure 2 présente un modèle épidémiologique élargi.

Les personnes âgées souffrent de taux de mortalité plus élevés lorsqu'elles sont infectées⁹, ce qui contribue à déterminer l'impact au niveau national en termes de pertes de vies humaines et de politiques susceptibles de protéger les groupes de personnes particulièrement vulnérables. La morbidité actuelle de la population représente une autre variable clé à prendre en compte lorsqu'on veut conceptualiser la manière dont les différents schémas de prévalence de la COVID-19 peuvent conduire à la mort - la recherche suggère ici que certaines morbidités peuvent être en lien avec les raisons principales de la mortalité lorsque l'infection s'installe, comme les maladies cardiaques, mais peu de recherches ont été menées sur les morbidités associées à certaines maladies tropicales transmissibles, comme le paludisme. C'est pourtant une dimension particulièrement importante dans les pays qui doivent faire face à d'importantes charges sanitaires dues à des facteurs tels que le VIH/SIDA, les conditions liées au tabagisme et à la malnutrition¹⁰. La figure 2 illustre la manière dont les caractéristiques épidémiologiques du virus interagissent avec les caractéristiques de la population et les capacités de soins de santé existantes pour influencer la morbidité et la mortalité globales de la COVID-19.

[9] Francisco Caramelo, Nuno Ferreira, et Barbara Oliveiros, "Estimation of Risk Factors for COVID-19 Mortality - Preliminary Results," MedRxiv, 25 février 2020, 2020.02.24.20027268, <https://doi.org/10.1101/2020.02.24.20027268>.

[10] Caramelo, Ferreira, et Oliveiros.

Figure 3 : Cartographie des systèmes économico-démographiques.

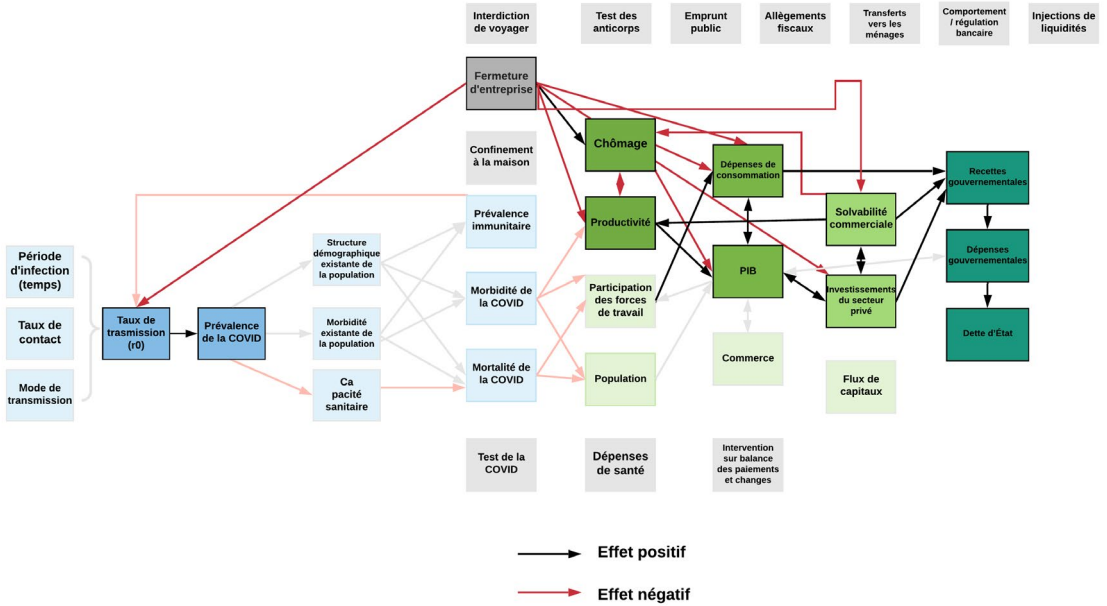


LES SYSTÈMES ÉCONOMICO-DÉMOGRAPHIQUES

Si la dynamique de nombreux systèmes épidémiologiques reste incertaine en raison du caractère de la pandémie en cours, la dynamique associée aux systèmes démographiques et économiques est plus simple. Même sans prendre en compte les politiques de maintien à domicile officielles, la pandémie réduit la participation au travail par l'auto-isolément des personnes infectées et symptomatiques, en raison de ceux qui cessent de participer aux activités économiques pour s'occuper de ceux qui sont malades. À mesure que la maladie se propage, ces chocs sur la participation au marché du travail peuvent avoir des effets négatifs sur les niveaux globaux du PIB en réduisant les dépenses de consommation, la productivité et, en fin de compte, la solvabilité des entreprises. Les réponses au virus nécessitent un financement pour sauver les vies directement menacées par la COVID-19 par le biais des besoins en soins de santé

et des programmes de relance économique. Avec peu ou pas de réserves, l'augmentation des dépenses publiques qui en découle devra être soutenue par des emprunts, ce qui augmentera le poids de la dette souveraine. D'autre part, les conséquences économiques ne sont pas seulement liées aux politiques nationales, mais aussi à la dynamique des mouvements économiques mondiaux. Cela rend les pays fortement dépendants au commerce extérieur et plus vulnérables aux effets des perturbations des chaînes d'approvisionnement à l'importation et à l'exportation. Cela nécessite une réponse politique multidimensionnelle qui prenne en compte et intervienne simultanément sur plusieurs questions et secteurs. La carte ci-dessous illustre la relation entre la morbidité et la mortalité selon la COVID-19 et les variables économiques, démographiques et gouvernementales.

Figure 4 : Effet de la fermeture d'une entreprise sur la dynamique du système.



RÉPONSE DES GOUVERNEMENTS ET DU MARCHÉ

Lorsque la COVID-19 s'est propagée en Afrique, les gouvernements ont réagi pour protéger la vie des citoyens en mettant en œuvre des politiques visant à contrôler la propagation du virus. Et l'efficacité de ces politiques a conduit à des problèmes et des défis supplémentaires découlant de la réduction de l'activité économique et de la pression sur les systèmes de santé.

À des degrés divers, les gouvernements ont également réagi rapidement pour intervenir et influencer l'évolution de l'offre et de la demande de biens et de services. Les efforts ont notamment consisté à soutenir les personnes touchées par le virus et les fermetures d'entreprises qui y ont été associées, ainsi qu'à stimuler des aspects essentiels de l'économie. Le FMI suit les types de mécanismes d'intervention des gouvernements dans deux grandes catégories, à savoir ceux conçus pour ralentir la propagation du virus d'un côté et les mesures monétaires et fiscales destinées à soutenir ou à stimuler les activités économiques.¹¹

Certains des effets de ces politiques peuvent être compris en explorant les interactions de la cartographie des systèmes afin d'identifier les compromis et

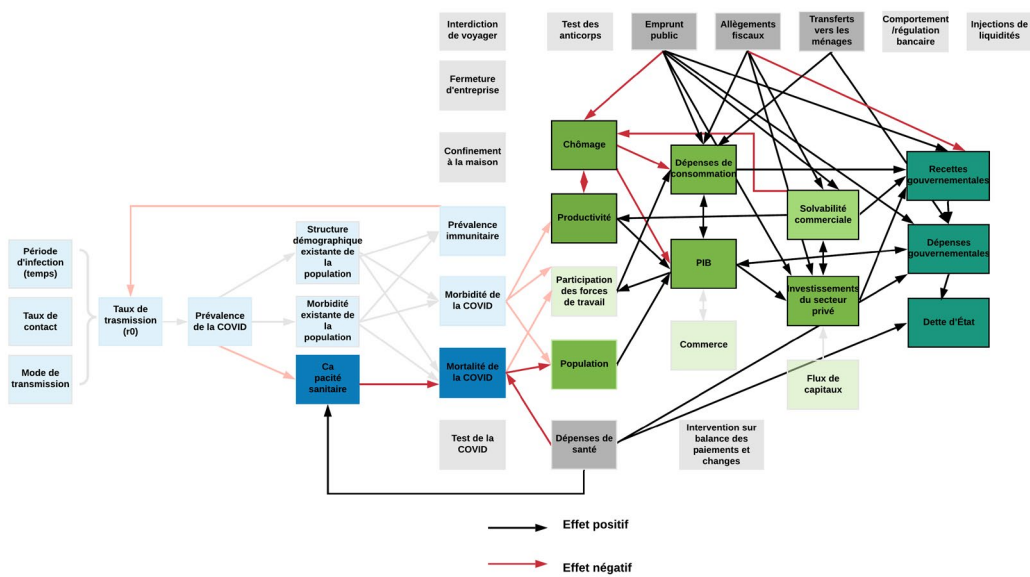
de mieux comprendre les dynamiques du système. Par exemple, une politique qui ferme des entreprises pour contrôler la propagation du virus (voir figure 4), a pour effet de réduire le taux de transmission du virus tout en ayant un impact négatif sur la productivité, l'emploi et les dépenses de consommation. Ces dynamiques peuvent avoir des effets négatifs à long terme sur les recettes publiques, les dépenses de programmes sociaux, le revenu des ménages et, par conséquent, le bien-être humain.

D'autres politiques peuvent être introduites pour atténuer certains des effets négatifs de la COVID-19, notamment celles qui augmentent les dépenses gouvernementales pour stimuler le développement et améliorer le bien-être humain. La figure 5 illustre l'impact de certaines politiques fiscales, en augmentant notamment la disponibilité des prêts aux entreprises, en accordant des allègements fiscaux, en augmentant les dépenses de santé et en transférant directement aux ménages des liquidités sur les dépenses de consommation, le chômage et la solvabilité des entreprises.

[11] FMI, "Policy Responses to COVID-19," Fonds Monétaire International, 2020, <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19>.

Les interventions gouvernementales - pour atténuer la propagation du virus et réduire les impacts socio-économiques - sont nécessaires pour éviter que la pandémie n'entraîne des conséquences plus graves. Pour trouver un équilibre entre l'atténuation du virus et le soutien de l'économie afin de minimiser les effets négatifs, il faut une compréhension au niveau des systèmes. Grâce à un cadre de cartographie des systèmes, les décideurs politiques peuvent comparer et opposer les stratégies politiques en considérant une série de résultats possibles ainsi que les synergies et les compromis associés à des ensembles de politiques interdépendantes.

Figure 5 : Effets de la politique fiscale sur la dynamique du système.



IDENTIFIER LES POPULATIONS VULNÉRABLES POUR PRÉVOIR DES SYSTÈMES RÉSILIENTS

Le cadre des systèmes présenté ci-dessus peut être utilisé à des fins diverses. Il s'agit essentiellement d'un modèle qui peut aider les décideurs politiques à réfléchir aux effets larges et dynamiques des choix politiques sur d'autres systèmes de développement. Par exemple, même si le virus s'est propagé en Afrique relativement "tard" par rapport à d'autres régions, il reste important de se concentrer sur les systèmes épidémiologiques mis en évidence ci-dessus. Alors que la plupart des États africains se sont attachés à la fois à ralentir la propagation du virus et à stimuler l'activité économique, le cadre des systèmes ci-dessus nous rappelle qu'il faut rester vigilant face au vaste contexte de développement dans lequel ce virus modifie les modes de développement.

Le cadre systémique fournit également un cadre de réflexion sur la manière dont ce virus est susceptible d'avoir un impact unique sur les systèmes de développement et peut être utile pour identifier les populations particulièrement vulnérables ou des conditions de développement qui devraient être au centre de la conception des politiques publiques. De nombreux facteurs rendent les populations vulnérables à la COVID-19, notamment les structures d'âge, le niveau d'informalité économique, la dépendance à

l'égard des importations alimentaires, la dépendance à l'égard de la dette extérieure et la capacité/stabilité du gouvernement. L'analyse de chacune de ces dimensions dans le contexte particulier d'un pays peut aider les décideurs politiques à prévoir d'autres événements perturbateurs associés à la propagation de la COVID-19. En outre, les pays peuvent évaluer où concentrer les politiques d'intervention pour atténuer les effets socioéconomiques les plus graves et mettre en place des systèmes plus résilients.

Plusieurs études en épidémiologie identifient les populations âgées comme les plus vulnérables à la propagation de la COVID-19.¹² L'âge seul ne suffit pas pour comprendre la vulnérabilité associée à la COVID-19. D'autres facteurs tels que la qualité et le Les interventions gouvernementales - pour atténuer la propagation du virus et réduire les impacts socio-économiques - sont nécessaires pour éviter que la pandémie n'entraîne des conséquences plus graves. Pour trouver un équilibre entre l'atténuation du virus et le soutien de l'économie afin de minimiser les effets négatifs, il faut une compréhension au niveau des systèmes. Grâce à un cadre de cartographie des systèmes, les décideurs politiques peuvent comparer et opposer les stratégies politiques en considérant une série de résultats possibles ainsi que les synergies et les compromis associés à des ensembles de politiques interdépendantes. 12 degré de préparation

[12] CDCMMWR, "Severe Outcomes Among Patients with Coronavirus Disease 2019 (COVID-19) - United States," MMWR. Morbidity and Mortality Weekly Report 69 (18 mars 2020), <https://doi.org/10.15585/mmwr.mm6912e2>; Robert Verity et al., "Estimates of the Severity of COVID-19 Disease," MedRxiv, 13 mars 2020, 2020.03.09.20033357, <https://doi.org/10.1101/2020.03.09.20033357>.

du système de santé national¹³, les mutations du virus et de la maladie¹⁴, les capacités hospitalières¹⁵, les comorbidités de la population¹⁶, et la comptabilisation précise des cas¹⁷, influence le taux de mortalité dans les différents pays.

L'Afrique a une structure d'âge jeune par rapport aux autres régions. Par rapport à la population totale, la seule répartition par âge signifie qu'une proportion plus faible de personnes atteintes de la COVID-19 mourra probablement, en supposant un niveau similaire de prévalence de la maladie. Seuls huit pays d'Afrique (Maurice, Seychelles, Tunisie, Maroc, Algérie, Afrique du Sud, Égypte et Cap-Vert) ont une part de population de plus de 65 ans supérieure à 5 %. Seuls sept pays (Nigeria, Égypte, Éthiopie, Afrique du Sud, Maroc et République démocratique du Congo) ont une population absolue de plus de 65 ans supérieure à 2 millions de personnes. Néanmoins, le continent compte près de 50 millions de personnes âgées de plus de 65 ans, dont la majorité se trouve à l'Est et à l'Ouest. Ce chiffre est légèrement inférieur au nombre total de personnes de plus de 65 ans vivant aux États-Unis (55 millions), et bien inférieur au nombre de personnes de plus de 65 ans vivant en Inde (91 millions), dans l'Union européenne (93 millions) et en Chine (178 millions). Ces 50 millions de personnes seront particulièrement vulnérables à la propagation de la COVID-19 et nécessiteront des politiques gouvernementales pour encourager leur éloignement social à mesure que le virus se répandra.

Une autre population vulnérable est celle qui dépend fortement de l'économie informelle pour sa survie. L'activité économique formelle est plus facile à suivre que l'activité économique informelle, et les gouvernements peuvent stimuler plus efficacement un ralentissement de la première en comparaison de la seconde. L'Organisation internationale du travail (OIT) estime que les travailleurs informels du monde entier verront leurs revenus diminuer de 60 % au cours du mois de la première vague et que l'Afrique devrait connaître la plus forte baisse.¹⁸

En Afrique, environ 58 % de la main-d'œuvre totale et 26 % du PIB total sont informels, ce qui est de loin le taux le plus élevé de toutes les régions du monde. Les pays ayant une plus grande part d'activité économique informelle connaîtront un ensemble différent de compromis politiques pour répondre efficacement à la propagation de la COVID-19. Compte tenu de la forte participation des jeunes et des femmes dans le secteur

informel, il est probable qu'il puisse y avoir des tensions sociales, qui pourraient se manifester dans les luttes politiques pouvant mener à une instabilité politique, alors que des personnes cherchent à assurer leur subsistance.

Les effets économiques de la propagation de la COVID-19 ont également mis en évidence les défis liés à l'interdépendance économique mondiale. Les pays dont le niveau de dépendance au commerce avec le reste du monde est plus élevé, tous secteurs confondus, peuvent être plus vulnérables aux chocs perturbateurs et peuvent avoir besoin de poursuivre des stratégies pour gérer l'interdépendance actuelle et future. La poursuite de politiques associées à une augmentation de la diversification des exportations commerciales intra-africaines est un pas dans la bonne direction. Si les pays fortement ancrés dans les systèmes économiques mondiaux peuvent connaître des perturbations liées à l'évolution des perspectives économiques de leurs partenaires importateurs et exportateurs, d'autres pays peuvent être plus vulnérables aux perturbations liées aux systèmes de production alimentaire. La croissance démographique rapide de l'Afrique a dépassé les gains de la production alimentaire et la région a compensé par des importations de denrées alimentaires. Actuellement, les importations agricoles de l'Afrique représentent 20 % de sa production en volume, contre 11 % en 2000. La perturbation de la COVID-19 dans les chaînes d'approvisionnement mondiales risque de précipiter les crises de sécurité alimentaire. Sept pays (Djibouti, Seychelles, Lesotho, Mauritanie, Cap-Vert, Botswana et Gambie) ont des importations agricoles supérieures à la production agricole. Les pays dont la dette est importante vont trouver de plus en plus de difficulté pour lutter contre la détérioration des conditions socio-économiques et stimuler la reprise économique. Cela devrait en outre affecter la capacité des gouvernements à mettre en œuvre des stratégies de développement et de bien-être social à plus long terme. Au 24 mai 2020, le FMI a approuvé 24 mesures financières d'urgence pour l'Afrique subsaharienne, d'une valeur totale de 7,8 millions de DTS. Le Nigeria représente près de 35 % de l'aide financière de la région, suivi par le Ghana avec environ 10 %, la Côte d'Ivoire avec 9 %, le Kenya à un niveau juste inférieur à 8 % et l'Ouganda avec 5 %. Bien que la région reçoive la plupart des programmes d'assistance, le poids de la dette et les ressources financières limitées suggèrent que les pays africains auront des défis liés aux conséquences économiques de la COVID-19.

[13] Wai-Kit Ming, Jian Huang, et Casper J. P. Zhang, "Breaking down of Healthcare System: Mathematical Modelling for Controlling the Novel Coronavirus (2019-nCoV) Outbreak in Wuhan, China," *BioRxiv*, 30 janvier 2020, 2020.01.27.922443, <https://doi.org/10.1101/2020.01.27.922443>;

[14] Nathan D. Grubaugh, Mary E. Petrone, et Edward C. Holmes, "We Shouldn't Worry When a Virus Mutates during Disease Outbreaks," *Nature Microbiology* 5, no. 4 (March 2020): 529–30, <https://doi.org/10.1038/s41564-020-0690-4>; Jiao-Mei Huang et al., "Evidence of the Recombinant Origin and Ongoing Mutations in Severe Acute Respiratory Syndrome Coronavirus 2 (SARS-CoV-2)," *preprint (Microbiology)*, 17 mars 2020, <https://doi.org/10.1101/2020.03.16.993816>.

[15] Ezekiel J. Emanuel et al., "Fair Allocation of Scarce Medical Resources in the Time of Covid-19," *New England Journal of Medicine* 0, no. 0 (23 mars 2020): null, <https://doi.org/10.1056/NEJMs2005114>; Thomas C. Tsai, Benjamin H. Jacobson, et Ashish K. Jha, "American Hospital Capacity And Projected Need for COVID-19 Patient Care | Health Affairs," *Health Affairs (blog)*, 17 mars 2020, <https://www.healthaffairs.org/doi/10.1377/hlbg20200317.457910/full>.

[16] Amitava Banerjee et al., "Estimating Excess 1-Year Mortality from COVID-19 According to Underlying Conditions and Age in England: A Rapid Analysis Using NHS Health Records in 3.8 Million Adults," 24 mars 2020, 23; Jing Yang et al., "Prevalence of Comorbidities in the Novel Wuhan Coronavirus (COVID-19) Infection: A Systematic Review and Meta-Analysis," *International Journal of Infectious Diseases: IJID: Official Publication of the International Society for Infectious Diseases*, 12 mars 2020, <https://doi.org/10.1016/j.ijid.2020.03.017>.

[17] David Adam, "Modelers Struggle to Predict the Future of the COVID-19 Pandemic," *The Scientist Magazine*, 12 mars 2020, <https://www.thescientist.com/news-opinion/modelers-struggle-to-predict-the-future-of-the-covid-19-pandemic-67261>; David Baud et al., "Real Estimates of Mortality Following COVID-19 Infection," *The Lancet Infectious Diseases* 0, no. 0 (March 12, 2020), [https://doi.org/10.1016/S1473-3099\(20\)30195-X](https://doi.org/10.1016/S1473-3099(20)30195-X).

[18] OIT, "COVID-19 and the World of Work. Third Edition: Updated Estimates and Analysis," *ILO Monitor (Organisation internationale du travail, 29 avril 2020)*, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/documents/briefingnote/wcms_743146.pdf.

MODÉLISATION DE L'EFFET DE LA COVID-19 SUR LE DÉVELOPPEMENT

Cette étude a modélisé l'effet de la COVID-19 sur le développement en Afrique selon six scénarios, présentés dans le tableau 1. Pour créer ces scénarios, un certain nombre d'hypothèses sur les effets de la COVID-19 sur l'économie et la mortalité en Afrique ont été formulées. La modification de ces variables (voir le tableau 1 pour une description des hypothèses utilisées) a des répercussions sur d'autres questions du système de modélisation des IFs liées à la répartition des revenus, à l'éducation, à la gouvernance et à d'autres indicateurs de développement.

Tableau 1: Scénarii de la COVID-19.

SCENARII PRINCIPAUX	
<i>Cas initial Pré-COVID</i>	FMI WEO 2019 mise à jour pour 2020, 2021, IFs croissance endogène pour 2022-2050. Hypothèses de mortalité du scénario de base des FI, sans rapport avec la COVID.
<i>Cas initial COVID</i>	FMI WEO 2020 mise à jour pour 2020, 2021, IFs croissance endogène pour 2022-2050. Extrapolation des cas mesurés en % de la population jusqu'en 2020. Valeurs élevées des tables de mortalité.
VERSIONS ALTERNATIVES DU CAS INITIAL COVID	
<i>Forte mortalité, Forte croissance</i>	La productivité a augmenté de 1,5 % du PIB par rapport à la mise à jour 2020 du FMI WEO pour 2020, 2021, IFs croissance endogène pour 2022-2050. La productivité a augmenté de 1,5 % du PIB jusqu'en 2025, puis croissance endogène ensuite. Extrapolation des cas mesurés en % de la population jusqu'en 2020, doublé. Valeurs élevées des tables de mortalité.
<i>Faible mortalité, Faible croissance</i>	La productivité a diminué de 1,5 % du PIB par rapport à la mise à jour du FMI WEO 2020 pour 2020, 2021, IFs croissance endogène pour 2022-2050. La productivité a diminué de 1,5 % PIB jusqu'en 2025, croissance endogène ensuite. Extrapolation des cas mesurés en % de la population jusqu'en 2020, réduite de moitié. Valeurs basses des tables de mortalité.
<i>Faible mortalité, Forte croissance</i>	La productivité a augmenté de 1,5 % du PIB par rapport à la mise à jour 2020 du FMI WEO pour 2020, 2021, IFs croissance endogène pour 2022-2050. La productivité a augmenté de 1,5 % du PIB jusqu'en 2025, croissance endogène ensuite. Extrapolation des cas mesurés en % de la population jusqu'en 2020, réduite de moitié. Valeurs basses des tables de mortalité.
<i>Forte mortalité, Faible croissance</i>	La productivité a diminué de 1,5 % du PIB par rapport à la mise à jour du FMI WEO 2020 pour 2020, 2021, IFs croissance endogène pour 2022-2050. La productivité a diminué de 1,5 % du PIB jusqu'en 2025, croissance endogène ensuite. Extrapolation des cas mesurés en % de la population jusqu'en 2020, doublée. Valeurs élevées des tables de mortalité.

EFFET DES HYPOTHÈSES DE MORTALITÉ SUR LES SYSTÈMES DÉMOGRAPHIQUES : PROPAGATION ET GRAVITÉ DE LA MALADIE

Mesurer la prévalence, l'incidence ou la mortalité associée à la COVID-19 est un défi pour de nombreuses raisons. Les tests ne sont pas largement disponibles sur une base par habitant dans la plupart des pays du continent. Parmi les données disponibles au 1er juin 2020 sur le dépistage par habitant, 68 pays sont répertoriés, les États africains se classant au 39e rang (Afrique du Sud), 46e (Rwanda), 47e (Tunisie), 56e (Sénégal), 60e (Ouganda), 63e (Kenya), 64e (Zimbabwe), 65e (Éthiopie) et 68e (Nigeria). Le niveau des tests est important car les porteurs asymptomatiques représentent une grande partie des cas de COVID-19 et passent inaperçus en l'absence de tests largement disponibles.¹⁹ On suppose donc que le "nombre de cas mesurés" ou le nombre de personnes ayant subi un test en pourcentage de la population est largement trompeur. C'est pourquoi l'accent est mis sur les décès mesurés par la COVID-19, qui constituent un indicateur plus fiable. Si les données de mortalité mesurées par la COVID-19 sont plus fiables que le nombre de cas mesurés, les données de mortalité sous-estiment également de façon importante le nombre de décès dus à la COVID-19 pour au moins deux raisons.

Premièrement, des tests sont nécessaires pour identifier un décès par COVID-19, et les tests ne sont pas largement disponibles dans la plupart des pays africains. Deuxièmement, la COVID-19 affecte de nombreuses personnes qui présentent déjà des comorbidités, de sorte qu'un décès dû à la COVID-19 peut ressembler à un décès dû à une autre catégorie de maladie et ne pas être détecté.

Compte tenu des difficultés à mesurer les taux de prévalence et de mortalité, le rapport formule des hypothèses très générales sur la mortalité due à COVID-19 en Afrique. Le modèle utilisé pour cette analyse n'est pas un outil épidémiologique destiné à prédire la charge de mortalité spécifique. L'étude émet plutôt des hypothèses générales sur la proportion de la population susceptible d'être infectée par COVID-19 et les ajoute dans l'outil IFs. Voir le tableau 2 pour les hypothèses de mortalité pour le continent utilisé dans cette analyse.

Tableau 2 : Hypothèse de mortalité directe déterminée par la COVID-19, millions de personnes.

Base COVID-19	Faible mortalité, forte croissance	Forte mortalité, faible croissance	Forte mortalité, faible croissance	Faible mortalité, faible croissance
0.158	0.033	0.318	0.318	0.033

On suppose une mortalité basse d'un peu plus de 33.000 pour le continent et une mortalité haute de 318.000. La mortalité de base COVID-19 est de 158 000 pour le continent, un *figure* qui sera plus élevé

que ce que les analystes qui se concentrent sur les tendances actuelles de la mortalité en Afrique suggèrent, mais beaucoup plus bas que ce que certains modèles épidémiologiques prédisent.²⁰

HYPOTHÈSES ÉCONOMIQUES

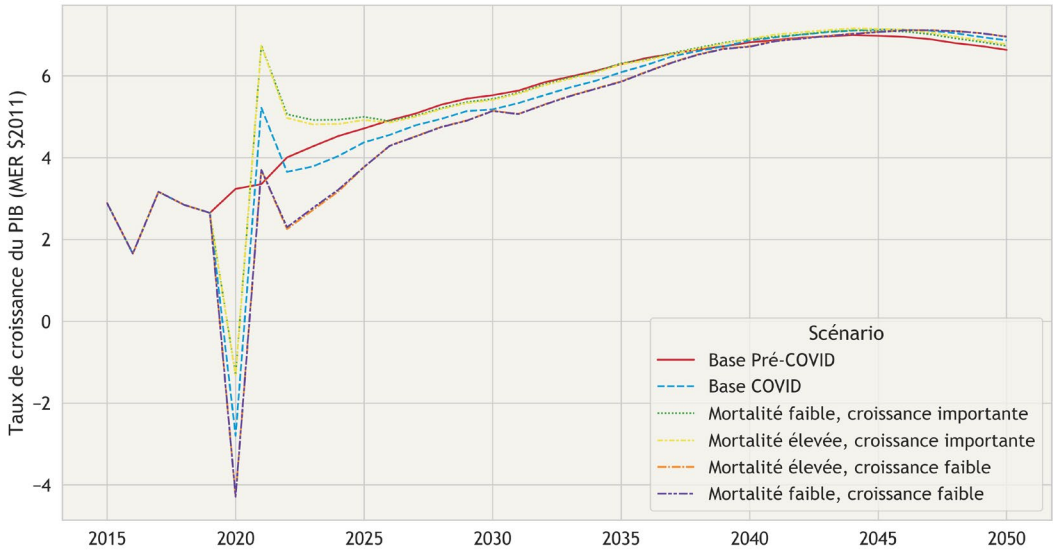
Pour les hypothèses économiques, l'étude s'appuie sur une comparaison des taux de croissance du PIB produite par les estimations des Perspectives de l'économie mondiale du FMI pour 2019 et 2020. Les taux de croissance du PIB pour 2019 sont utilisés dans la base *pré-COVID-19*, tandis que ceux de 2020 représentent la base *COVID-19*. Pour les scénarios alternatifs illustrés dans la *figure 6*, les taux de croissance du PIB autour de la base *COVID-19* varient de 1,5 point de pourcentage de la croissance du

PIB en 2020 et 2021, puis diminuent dans ses effets jusqu'en 2025. En faisant varier la croissance du PIB autour des projections du FMI, nous supposons que le FMI n'est ni optimiste ni pessimiste, une hypothèse qui peut être remise en question. L'hypothèse de croissance du PIB la plus optimiste est le résultat le moins probable des scénarios de croissance du PIB. L'approche utilisée ici ne crée pas d'autres trajectoires de reprise qui reflèterait différentes hypothèses quant à une trajectoire en "v", en "u" ou en "l".

[19] Cate Cadell et Roxanne Liu, "Explainer: Are Asymptomatic COVID-19 Patients Safe or Silent Carriers?," Reuters, 3 juin 2020, <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-asymptomatic-expla-idUSKBN23A21S>.

[20] Cara Anna, "Africa Could See 300,000 Coronavirus Deaths This Year, Report Says," The Philadelphia Inquirer, 17 avril 2020, sec. Coronavirus, Health, Nation & World, News, <https://www.inquirer.com/health/coronavirus/africa-coronavirus-deaths-projected-imperial-college-londonreport-20200417.html>.

Figure 6 : Hypothèses sur le taux de croissance du PIB dans les différents scénarii.



La base COVID-19 réduit la production économique en 2020 de 192 milliards de dollars (tableau 3). Les scénarii ayant des effets économiques plus ou moins importants vont de -150 à -234 milliards de dollars US en 2020. À l'avenir, les coûts économiques augmentent de façon significative selon une base

Covid mondiale, avec un coût économique cumulé qui atteindra 2,8 milliards de dollars en 2030, 8,9 milliards de dollars en 2040 et 19,9 milliards de dollars en 2050. Dans des scénarios plus pessimistes, les coûts cumulés dépassent 37 000 milliards de dollars d'ici à 2050.

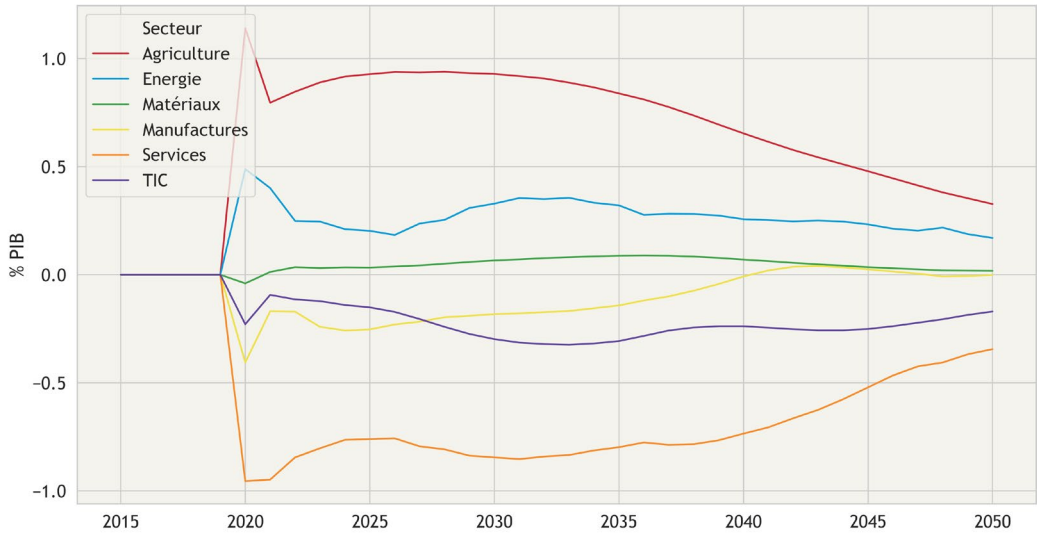
Tableau 3 : Effet économique cumulé de la COVID-19 en Afrique selon différents scénarii en milliards dollars.

	Base COVID	Faible mortalité, forte croissance	Forte mortalité, forte croissance	Forte mortalité, faible croissance	Faible mortalité, faible croissance
2020	-192 USD	-150 USD	-150 USD	-234 USD	-234 USD
2025	-1,210 USD	-349 USD	-381 USD	-2,029 USD	-2,017 USD
2030	-2,829 USD	-463 USD	-585 USD	-5,015 USD	-4,982 USD
2040	-8,873 USD	-952 USD	-1,468 USD	-15,944 USD	-15,877 USD
2050	-19,920 USD	-1,000 USD	-2,052 USD	-37,127 USD	-37,078 USD

Ces changements dans la croissance économique restructurent la future répartition sectorielle des économies africaines. La figure 7 montre ces changements en comparant la base pré-COVID avec la base COVID pour la valeur ajoutée en tant que part du PIB

africain. Les résultats suggèrent que la crise de la COVID-19 réduira la part future de l'activité économique associée aux services d'environ un point de pourcentage tout en augmentant le rôle de l'agriculture et de l'énergie dans le mixe économique africain.

Figure 7 : Effet de la COVID-19 sur la production sectorielle africaine en pourcentage du PIB.



Les mesures de contrôle de la COVID-19 auront un impact significatif sur le commerce à presque tous les niveaux, y compris sur les ambitions commerciales intra-africaines de l'AFC. Comme il y a été fait allusion plus haut dans le rapport, la forte dépendance des pays à l'égard des importations et des exportations aura probablement des conséquences socio-économiques plus importantes. Dans l'immédiat, les perturbations des systèmes de la chaîne d'approvisionnement locale et mondiale dépriment à la fois l'offre et la demande économiques. La figure 8 indique une baisse de 15,6 % des recettes d'exportation

de l'Afrique – d'environ 688 USD à 581 USD. Cette perte demeure, voire s'étend jusqu'en 2050 (avant la COVID-19, elle était de 1 428 milliards de dollars, contre 1 256 milliards de dollars avant la COVID-19). La figure 9 présente les mêmes informations en pourcentage du PIB. Les implications et les répercussions sur les aspects clés de la croissance et du développement économiques seront très larges, allant d'une croissance industrielle déprimée, d'une réduction des recettes publiques à des pertes d'emplois et à des opportunités d'entreprenariat réduites.

Figure 8 : Exportations de l'Afrique en milliards d'USD.

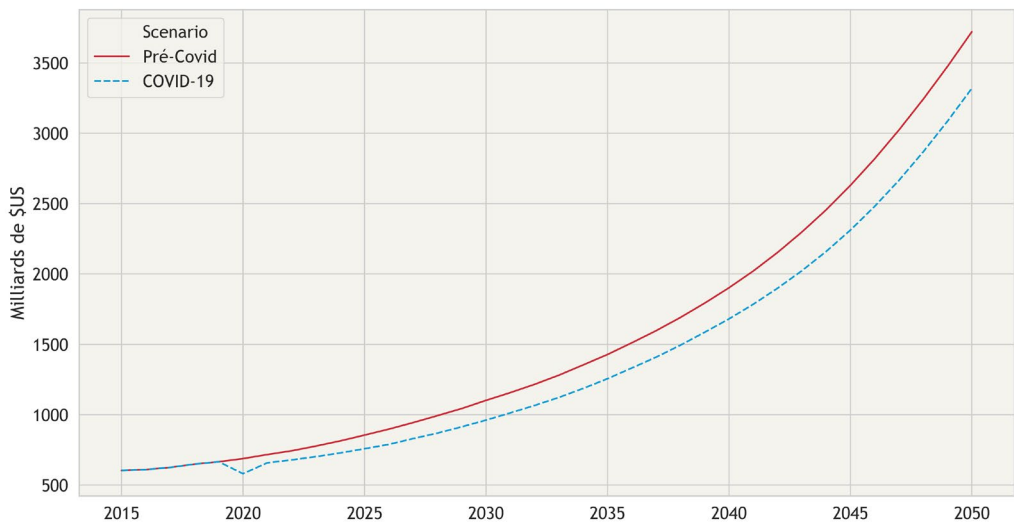
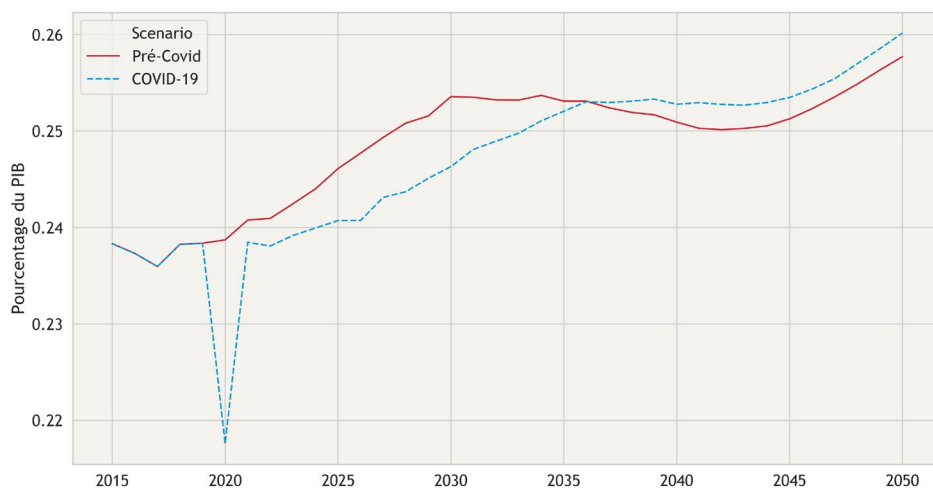


Figure 9 : Exportations de l'Afrique en pourcentage du PIB.

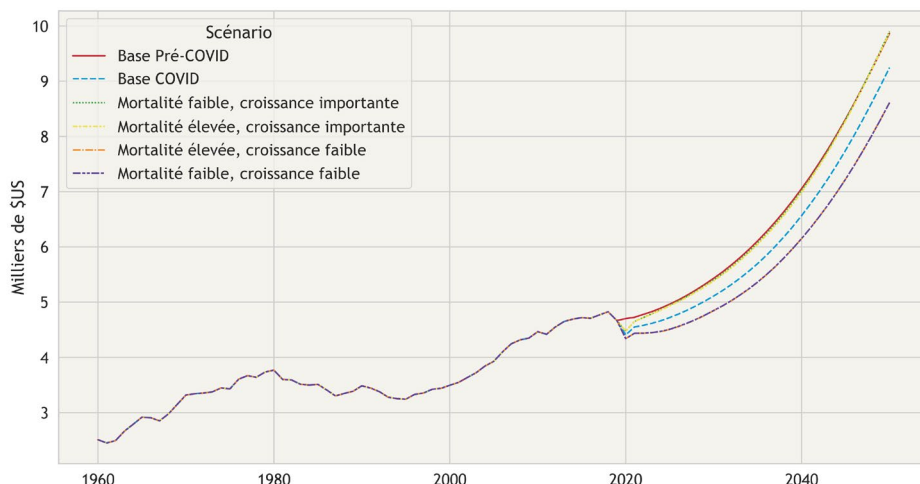


INTERACTION DES HYPOTHÈSES ÉCONOMIQUES ET DE MORTALITÉ

La mortalité et les hypothèses économiques ont toutes deux un effet direct sur le PIB par habitant (à parité de pouvoir d'achat), bien que l'ampleur des effets économiques soit beaucoup plus importante. Les deux indicateurs réduisent le PIB dans un monde en base COVID à 4,4 mille USD par personne, contre une valeur de base *pré-COVID* de 4,7 mille USD en 2020 (figure 8). Ce n'est qu'en 2024 que la valeur

du PIB par habitant de la base COVID atteindra la valeur de la base *pré-COVID* en 2019, un "recul" de cinq ans dans le développement. Un scénario plus pessimiste suggère que ce recul du développement pourrait durer jusqu'en 2028. Cependant, des scénarios plus optimistes suggèrent que le retour aux niveaux de PIB par habitant observés en 2019 pourrait se produire dès 2022.

Figure 10 : Scénarii alternatifs et PIB par habitant (en PPA).

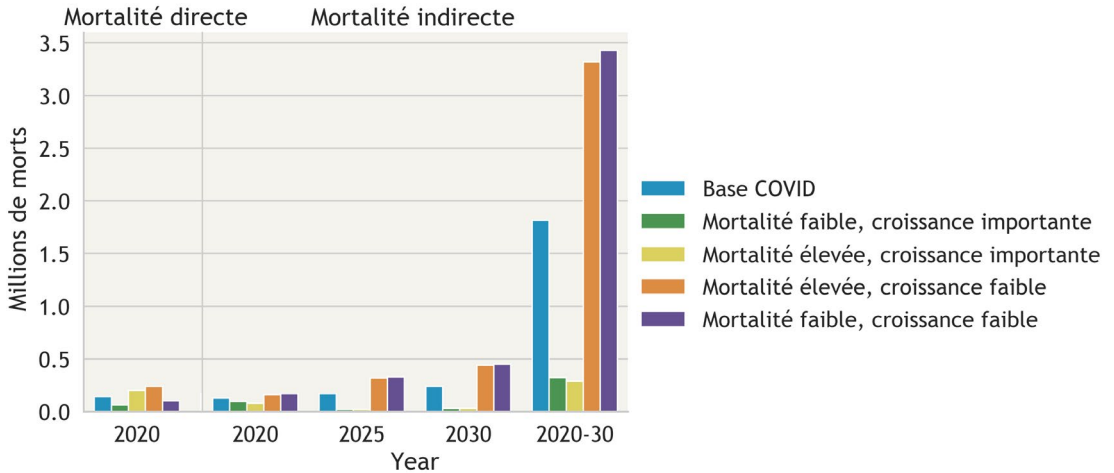


Néanmoins, il est important de noter que les scénarios avec des hypothèses économiques similaires suivent une trajectoire similaire, à la différence des résultats démographiques. Les trajectoires distinctes des scénarios présentées à la figure 11 suggèrent que la trajectoire du développement futur sera davantage impacté par les effets économiques de la COVID-19 que les effets directs de la mortalité. Les hypothèses

de mortalité directe de la COVID-19 (tableau 1) pour chaque scénario sont indiquées à gauche, et la mortalité indirecte (ceux qui meurent non en conséquence directe de la COVID-19, mais du fait de la réduction des activités économiques) est indiquée en 2020, 2025, 2030, puis de manière cumulative à partir de 2020-2030..

Dans le scénario sur Base COVID, l'étude a supposé que 158 000 personnes mouraient de la COVID-19 en Afrique en 2020. En outre, la réduction à long terme du développement causée par la COVID-19 pourrait entraîner une augmentation de la mortalité de 170 000 en 2025 et de 240 000 en 2030. Au total, la mortalité indirecte (les décès attribuables à COVID-19 par le biais de chocs économiques plutôt que directement dus à la maladie) dépasse 1,8 million jusqu'en 2030..

Figure 11 : Effets directs et indirects de la COVID-19 sur la mortalité dans le temps et selon le scénario.



Cette dynamique des trajectoires est plus évidente lorsque l'on compare le scénario de *mortalité élevée et de faible croissance* (qui suppose la pire croissance économique et la mortalité la plus élevée) avec le scénario de *faible mortalité et de faible croissance* (qui suppose la pire croissance économique et la meilleure mortalité). L'hypothèse initiale de mortalité est beaucoup plus élevée dans le scénario de *forte mortalité et de faible croissance* par rapport au scénario de faible mortalité et de faible croissance (318 000 décès contre 33 000). Cependant, la mortalité indirecte à long terme est plus élevée dans le scénario de *faible mortalité et de faible croissance*. Cela indique la manière dont la mortalité directe de la COVID-19 et la mortalité indirecte découlant d'une production économique réduite modifient la dynamique de développement. Si le scénario de *faible mortalité et de faible croissance* permet de maintenir en vie un plus grand nombre de personnes dans la période qui suit immédiatement la COVID-19, un grand nombre d'entre elles sont âgées et vulnérables à d'autres formes de mortalité liées au manque d'accès à la nourriture, à l'eau et à l'assainissement, et aux soins de santé. Dans l'ensemble, plus de personnes meurent dans le scénario de *mortalité élevée et de faible croissance* jusqu'en 2030 que dans le scénario de faible mortalité et de faible croissance, mais pas dans la même mesure que celle que l'on supposerait en se basant sur l'hypothèse initiale de mortalité directe de la COVID-19.

Ce résultat ne suggère pas que les gouvernements devraient renoncer à des actions visant à réduire la propagation de la COVID-19 dans un effort pour atténuer les conséquences économiques, et donc réduire la mortalité indirecte future au détriment de la mortalité actuelle due à la COVID-19. Les populations doivent avoir confiance dans le fait qu'elles ne mourront pas ou ne mettront pas en danger la vie de leurs proches en s'engageant dans une activité économique. C'est pourquoi l'action gouvernementale visant à atténuer la propagation de la maladie est cruciale pour créer l'activité économique nécessaire au maintien de la vie des populations vulnérables. Par exemple, la distanciation sociale que s'imposent les citoyens par crainte de la mortalité due au virus entraîne une réduction de l'activité économique. En fin de compte, cela augmente la mortalité indirecte à long terme associée à la réduction de la production économique. Les résultats de ces modèles sont également tirés du cadre systémique présenté précédemment.

Ces résultats illustrent en outre comment la COVID-19 peut affecter de manière disproportionnée les populations vulnérables. Le niveau de pauvreté, la taille des économies informelles et la forte présence de comorbidités rendent les populations africaines particulièrement vulnérables à une augmentation de la mortalité due aux perturbations économiques. Dans ce contexte, les décideurs politiques devraient mener des politiques qui créent une résilience à long terme et équilibrent simultanément de multiples priorités, notamment en stoppant la propagation de la COVID-19 et en favorisant la croissance économique.

TRANSFORMATIONS DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN EN AFRIQUE ET COVID-19

Choices in the face of great transformations est un rapport qui analyse quatre transformations du développement en Afrique et une transition finale de la gouvernance qui pourrait catalyser le développement futur si elle était poursuivie.²¹ Les quatre transitions concernent la démographie, le développement humain et l'inégalité, la technologie et les systèmes naturels. Ces transitions ont été notées comme persistantes et caractérisent le développement des 40 prochaines années et au-delà. Nous évaluons ici ces transformations à la lumière de la COVID-19.

TRANSITIONS DÉMOGRAPHIQUES

La population totale est sur le point d'augmenter de façon spectaculaire, que ce soit une augmentation par millions en nombre ou une augmentation de la population urbaine entre 2020 et 2050. La population totale d'un monde de base *pré-COVID* devait passer de 1343 millions en 2020 à 2507 millions en 2050.

L'effet de la COVID-19 sur les transitions démographiques à long terme est minime. Dans les IFs, la croissance totale de la population dans le cas *COVID* jusqu'en 2050 est plus importante que dans la base *pré-COVID* (malgré les niveaux de mortalité plus élevés dans le cas *COVID*). L'augmentation de la taille de la population est due à l'augmentation de la fécondité totale par rapport à un scénario *pré-COVID initial*. Dans les deux scénarii, le taux de fécondité en Afrique passe de 4,47 en 2019 à 2,64 en 2050 dans le scénario *pré-COVID* et à 2,69 dans le scénario après la COVID. Cette légère augmentation des taux de fécondité se traduit par des millions de naissances supplémentaires. En 2019, les IFs estiment qu'il y a eu 43,8 millions de naissances en Afrique. D'ici 2050, les IFs estiment que 51,9 millions de nouvelles naissances auraient lieu dans le monde *pré-COVID* de base et 53,1 millions de naissances dans un monde de base *COVID*. Le nombre cumulé de naissances supplémentaires résultant du scénario *COVID* de base par rapport au monde *pré-COVID* de base d'ici 2050 est de 22,6 millions, soit un peu plus de la moitié des naissances qui ont eu lieu en 2019.

Dans ce rapport précédent, nous avons prévu que la population urbaine passerait de 584 millions en 2020 à 1 383 millions. À court et à long terme, la COVID-19 n'aura probablement aucun effet significatif sur l'urbanisation. Sur le long terme, la base *COVID* devrait montrer une augmentation du nombre de personnes vivant dans les centres urbains en raison de l'accroissement de la population (dû à des taux de fertilité plus élevés) et de la croissance du PIB par habitant par rapport à 2020 (le PIB par habitant en 2050 dans un scénario *COVID* devrait être deux fois plus élevé qu'en 2019). Dans le scénario *COVID initial*, la croissance de la part de la population africaine vivant dans les centres urbains est plus faible que dans la base *pré-COVID*, mais seulement en théorie.

DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET INÉGALITÉ

En 2019, les recettes publiques totales de l'Afrique étaient estimées à 691 milliards de dollars. En 2020, les recettes du gouvernement devraient diminuer dans un scénario *COVID initial* pour atteindre 653 milliards de dollars. Dans l'ensemble, la réduction cumulée des recettes publiques, si l'on compare la base *pré-COVID* à la base *COVID*, est de 761 milliards de dollars US en 2030, de 2 270 milliards de dollars US en 2040 et de 5 145 milliards de dollars US en 2050.

L'effet de la réduction des recettes pourrait entraîner une augmentation de la dette publique ainsi qu'une réduction des programmes de dépenses publiques. À long terme, l'évolution des recettes publiques devrait réduire de façon significative les ressources destinées à l'agriculture, aux transferts de fonds, à l'éducation, à la santé, aux infrastructures et à l'armée. De 2020 à 2050, nous estimons que la réduction des dépenses militaires pourrait être proche de 400 milliards de dollars, les dépenses de santé réduites de plus de 550 milliards de dollars, et les dépenses consacrées à l'éducation réduites de plus de 1 000 milliards de dollars par rapport à un scénario de base *pré-COVID*, avec des réductions supplémentaires dans d'autres domaines de dépenses.

En comparant une base *COVID* avec une base *pré-COVID*, l'étude montre que le nombre de décès dus à des maladies transmissibles augmente au fil du temps, en raison à la fois des décès immédiats dus à la COVID-19 et des décès à long terme des populations les plus vulnérables avec une production et une consommation économiques réduites. Au total, jusqu'en 2030, l'étude prévoit 1,9 million de décès supplémentaires dus à des maladies transmissibles. Cependant, les recherches prévoient également une augmentation de 102 000 décès dus à des maladies non transmissibles, en raison d'un accès plus difficile aux hôpitaux et d'une diminution des ressources disponibles pour traiter les malades. Sur le long terme, la transition entre les décès dus aux maladies non transmissibles et ceux dus aux maladies transmissibles reste une tendance persistante. Dans tous les scénarios, l'impact sur l'espérance de vie est modéré, le scénario le plus favorable montrant, dans le pire des cas, un changement de 0,5 an sur l'horizon temporel.

[21] Jonathan D. Moyer et al., *Africa's Path to 2063: Choice in the Face of Great Transformation* (Denver, CO et Midrand, Johannesburg: Frederick S. Pardee Center for International Futures and NEPAD Planning and Coordinating Agency, 2018).

Les systèmes éducatifs seront également touchés par la pandémie de la COVID-19, des millions d'enfants subissant à court terme une scolarité réduite. Si bon nombre des effets à court terme seront importants, les effets à long terme de la réduction des ressources consacrées à l'éducation, associés à une population globale plus importante, entraîneront une baisse du développement futur du capital humain. On estime qu'en 2019, 53 millions d'enfants en Afrique qui devraient être scolarisés dans le primaire ne l'étaient pas, et que ce nombre se serait réduit à 45,3 millions d'ici 2030, 34,6 millions d'ici 2040 et 19,7 millions d'ici 2050. Cependant, l'effet de la COVID-19 sur la réduction des activités économiques augmentera le nombre d'enfants qui risquent de ne pas aller à l'école. L'étude estime que, d'ici 2030, 1,7 million d'enfants supplémentaires ne seront pas scolarisés en primaire, ce nombre passant à 2,4 millions d'ici 2040 et à 2,3 millions d'ici 2050.

La situation est similaire pour les élèves du secondaire, bien qu'il y en ait beaucoup plus qui manquent aujourd'hui dans les systèmes éducatifs africains. Nous avons estimé qu'en 2019, 119,8 millions d'élèves qui auraient dû être scolarisés dans le secondaire ne l'étaient pas, ce nombre atteignant un pic de 122 millions en 2027, puis diminuant au fil du temps, pour finalement tomber en dessous de 105 millions en 2050. Pourtant, l'effet de la COVID-19 est d'augmenter le nombre d'enfants non scolarisés de 2,3 millions d'ici 2030, de 3,2 millions d'ici 2040 et de 4,2 millions d'ici 2050. En outre, l'étude prévoit que les contraintes budgétaires entraîneront une réduction de la qualité de l'enseignement, à la fois en mathématiques et en sciences.

Néanmoins, il faut plus qu'une pandémie mondiale pour éroder complètement les sommes plus vastes

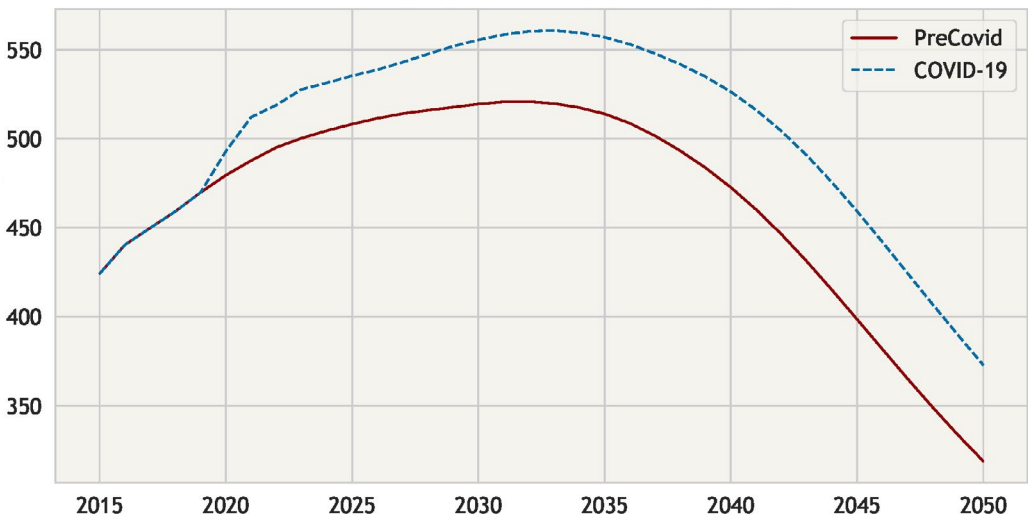
de connaissances développées dans les sociétés au fil des générations.

Les mesures du nombre moyen d'années d'éducation dans une société changent lentement, et avant la COVID-19, on prévoyait que les années moyennes d'éducation pour une personne de 15 ans ou plus dépasseraient 6,2 ans en 2019, 6,9 ans en 2030, 7,5 ans en 2040 et 8,2 ans en 2050. L'effet de la COVID-19 est de réduire cette moyenne de 0,005 et 0,09 années par rapport à un scénario de base pré-COVID. La réduction globale est encore plus importante à l'avenir.

D'autres systèmes de santé et de bien-être social seront également touchés par le virus, les systèmes de sous-alimentation étant particulièrement vulnérables. Dans la section consacrée à l'identification des populations vulnérables pour envisager des systèmes de résilience, l'étude met en évidence les pays vulnérables à des impacts disproportionnés de la COVID-19, dus à une forte dépendance à l'égard des importations alimentaires. L'étude estime que l'effet de la COVID-19 serait d'augmenter la population sous-alimentée de dizaines de millions de personnes dans le temps, avec 10 millions de personnes supplémentaires vivant en sous-alimentation d'ici 2030 et 20 millions d'ici 2040.

L'effet de tous ces changements est d'augmenter le nombre de personnes en Afrique vivant dans l'extrême pauvreté (avec moins de 1,90 USD par jour en 2011 à parité de pouvoir d'achat) de 22 millions de personnes d'ici 2021, 38 millions de personnes d'ici 2030, 52 millions de personnes d'ici 2040 et 39,5 millions de personnes d'ici 2050 - Figure 12. Cela représente une augmentation modérée de 1,6 point de pourcentage du nombre de personnes d'ici 2021, 2,2 d'ici 2030, 2,4 d'ici 2040 et 1,5 d'ici 2050 par rapport à un scénario pré-COVID.

Figure 12 : Millions de personnes en Afrique vivant dans la pauvreté (moins de 1,90 USD par jour).



La réduction de la production économique peut avoir pour effet de diminuer le stress causé par l'homme sur les systèmes naturels et de réduire les investissements et la consommation de nouvelles technologies. Mais, bien que les premières indications montrent que la réduction économique induite par la COVID-19 a réduit les émissions de carbone et la consommation de combustibles fossiles, tous les scénarios évalués dans ce rapport suggèrent que ces effets se produisent à court terme. Les effets croissants du changement climatique et de la diffusion des technologies se poursuivront, bien qu'avec des caractéristiques différentes.

Le changement de la température mondiale est directement influencé par le ralentissement des émissions dû au ralentissement de la croissance économique en 2020. Mais les changements à long terme dans les modèles d'émissions mondiales seront également influencés par le ralentissement des investissements dans les énergies renouvelables, un changement qui est également motivé par la réduction de

l'activité économique en 2020. Nous estimons que l'impact mondial dans l'activité économique réduira les investissements dans les énergies renouvelables en comparaison d'un scénario *pré-COVID* de 3 à 6 % dans le temps. Toutefois, bien que l'on observe une réduction des investissements par rapport à un scénario de base *pré-COVID*, la croissance globale des énergies renouvelables devrait se poursuivre, avec un doublement des énergies renouvelables non liées à l'hydroélectricité dans un scénario de base *COVID* d'ici 2026, puis un nouveau doublement d'ici 2032.

D'autres tendances liées à la technologie, telles que l'accès aux téléphones mobiles ou aux smartphones, devraient également se poursuivre. Par exemple, l'étude prévoit une légère réduction de l'accès à la bande passante par mobile sur le continent en 2030, de moins de 1,2 % par rapport à un scénario de base *pré-Covid*. Dans les deux scénarii, l'accès à la technologie de communication mobile continue de croître de façon spectaculaire.

21 GOUVERNANCE

Dans *Africa's Path to 2063: Choice in the Face of Great Transformation*, un choix plus important de politiques de développement influençant les trajectoires de croissance économique et de développement du continent mettent en évidence l'importance de la qualité et de la capacité des systèmes de gouvernance.

Les systèmes de gouvernance sont particulièrement vulnérables à l'érosion lorsque les effets à long terme de la pandémie COVID-19 se font sentir. Les modèles qui président la possibilité de conflits vio-

lents sont "rouges et alarmants" à mesure que des baisses importantes de la croissance se font ressentir à travers le continent et le monde. Les populations vulnérables mises en évidence ci-dessus doivent être prises en charge non seulement parce qu'il en va du devoir des gouvernements mais aussi parce qu'une gouvernance inclusive et compétente peut atténuer des griefs sur la longue durée et contribuer à produire un contexte de développement durable et stable dans la poursuite de l'Agenda 2063.



DÉTERMINER LA POLITIQUE À SUIVRE POUR RÉPONDRE À LA COVID-19 DANS LE CADRE DE L'AGENDA 2063 : CONTEXTES DE DÉVELOPPEMENT

PORTÉE ANALYTIQUE ET DÉCISIONNELLE

La COVID-19 a mis en lumière les faiblesses et les fragilités systémiques du développement, ainsi que les changements accélérés et convaincants vers une réflexion sur la base du système et des approches intégrées du développement - dans tous les secteurs, toutes les disciplines et toutes les nations. En outre, les politiques publiques et la prestation de services gouvernementaux visant à répondre aux besoins des populations attirent l'attention du public. Ces actions renforcent la résilience et des systèmes socio-économiques plus inclusifs. Les populations attendent de leurs gouvernements qu'ils leur montrent la voie à suivre et les conseillent sur la manière de faire face à la pandémie de la COVID-19 et aux chocs socio-économiques qui en découlent. Cette section présente quelques orientations politiques sur lesquelles les gouvernements pourraient s'appuyer pour faire face à cette situation largement inconnue et imprévue.

La réponse à la pandémie de la COVID-19 et aux chocs socio-économiques qui y sont associés a donné naissance à des partenariats public-privé à tous les niveaux et dans différents secteurs importants. En effet, alors que l'Afrique lutte contre le coronavirus, il est généralement admis que la responsabilité n'incombe pas uniquement au gouvernement, mais que le secteur privé et la société civile sont des acteurs tout aussi responsables et importants. Néanmoins, la réponse et la gestion de la pandémie actuelle et des conséquences socio-économiques qui y sont liées impliquent des décisions et des actions que les dirigeants gouvernementaux ne peuvent pas éviter. En lien avec les ambitions de développement pour l'Afrique (Agenda 2063), il est de plus en plus reconnu que la pandémie de la COVID-19 a déclenché des chocs socio-économiques sans précédent. Les pays et les sociétés doivent donc réagir et agir rapidement et de manière décisive, même si de nombreux éléments restent difficiles à cerner, avec beaucoup d'inconnues et d'incertitudes. Ce qui est de plus en plus évident, c'est que les pays devront être ouverts à des choix politiques sans précédent. Il faudra bien autre chose que de simples stratégies "fight-back", que des politiques et des mesures stratégiques fondées sur des cadres intégrés tels que les cartographies des systèmes examinées dans ce rapport pour nous aider à sortir de la pandémie plus forts et plus résistants.

En s'appuyant sur les éléments clés de cette étude, le rapport présente un cadre de lignes directrices pour la prise de décision afin d'aider les gouvernements dans

leurs efforts pour déterminer la croissance économique et les choix de politique de développement pour répondre aux perturbations de la Covid-19 et pouvoir les gérer. Bien que la COVID-19 soit encore une crise en grande partie évolutive, l'étude identifie quatre facteurs primordiaux dans la croissance économique et les trajectoires de développement de l'Afrique. La clé principale résumée dans le tableau 4 ci-dessous confirme que la COVID-19 peut avoir un impact négatif et, dans certains cas, sévère sur la trajectoire de développement du continent. Il s'agit notamment de la réduction de la production par habitant de l'Afrique de près de 300 USD en 2020 et d'un retard du développement de dix ans.

Les principes généraux suivants sont identifiés pour guider l'application du cadre décisionnel dans la détermination des choix appropriés en matière de politique de développement :

- Les principaux impératifs des réponses politiques publiques sont les suivants :
 - a. Trouver un équilibre entre "sauver des vies" et "Sauver les moyens de subsistance",
 - b. Être attentif et délibéré aux besoins immédiats par rapport aux besoins à moyen terme, y compris le renforcement de la résilience des États membres pour faire face à des chocs de cette nature à l'avenir et,
 - c. Gérer les compromis associés.
- Bien que le choc soit déclenché par l'évolution de la crise des soins de santé, il est déjà évident que la COVID-19 est un problème de développement, et pas uniquement un problème de santé publique.
- La COVID-19 a engendré des perturbations socio-économiques sans précédent, les mesures de réponse à la pandémie ne doivent pas être traitées comme une simple procédure de "fight-back", mais plutôt comme une opportunité de réexaminer les politiques, stratégies et outils de développement existants avec une compréhension fondée sur des preuves, sur les défis systémiques du développement, les circonstances locales et des priorités ainsi que des capacités à conduire un développement transformateur et inclusif.
- L'interconnexion et l'interdépendance (thématique et géographique à travers de multiples couches) des impacts de la COVID-19 plaident fortement en faveur d'outils de détermination et de mise en oeuvre des politiques basés sur la pensée systémique factuelle. Les solutions transnationales et régionales sont également essentielles à cet égard.

Tableau 4 : Quelques facteurs clés du développement qui devraient être influencés par la COVID-19

Facteurs d'impact attendus de la COVID-19	Variables clés associées
<p>Réduction du PIB et compression de la fiscalité gouvernementale</p>	<p>Dans le scénario de base COVID-19, le PIB est réduit de 1,2 milliards d'USD d'ici 2025 et de près de 20 milliards d'USD d'ici 2050 par rapport au scénario de base pré-COVID</p> <ul style="list-style-type: none"> Jusqu'en 2063, les effets de la COVID-19 pourraient coûter à l'Afrique près de 20 000 milliards USD en pertes de production économique et de consommation, soit plus de sept fois la production économique totale de l'Afrique pour 2019 Réduction de la production économique en 2020 de 192 milliards USD (scénarios optimiste et pessimiste de 150 à - 234 milliards USD en 2020) Les coûts économiques cumulés augmenteront de façon significative dans un scénario de base COVID-19 : de 2,8 milliards USD d'ici 2030, à 8,9 milliards USD d'ici 2040 et 19,9 milliards USD d'ici 2050 (en dépassant 37 milliards USD d'ici 2050 dans les scénarios pessimistes) Réduction de la part future de l'activité économique associée aux services d'environ 1 point de pourcentage tout en augmentant le rôle de l'agriculture et de l'énergie Retour du PIB par habitant aux niveaux de 2019 d'ici 2024 (un "recul" de cinq ans). Dans le pire des cas, un recul de dix ans du développement <p>Les effets de la COVID-19 sur les recettes fiscales seront catastrophiques</p> <ul style="list-style-type: none"> Si l'on compare la base pré-COVID-19 avec la base COVID-19, la réduction globale cumulée des recettes publiques est de 761 milliards USD d'ici 2030, de 2 270 milliards USD d'ici 2040 et de 5 145 milliards USD d'ici 2050 (En 2019, les recettes publiques totales de l'Afrique sont estimées à 691 milliards USD) À long terme, l'évolution des recettes publiques devrait réduire significativement les dépenses dans les domaines de l'éducation, de la santé, des infrastructures et de l'armée
<p>Incidence défavorable sur le commerce intraafricain et interafricain</p>	<p>Les exportations africaines en pourcentage du PIB ont chuté d'environ 2 points de pourcentage par rapport aux prévisions projetées pour 2020 de 23,9%</p> <ul style="list-style-type: none"> Par exemple, le volume des échanges intracommunautaires dans la région de la Communauté de l'Afrique de l'Est a chuté entre -30 et -40% entre avril et juin 2020 Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement auront un impact important sur les pays dépendant d'États extérieurs qui subissent des perturbations significatives. Avec seulement 19% de ses exportations en 2018 échangées à l'intérieur du continent (contre 69% en Europe et 59% en Asie), l'augmentation prévue du commerce intra-africain de l'UA à environ 60% d'ici 2022 pourrait être compromise par la COVID-19.
<p>Augmentation de la pauvreté, des inégalités et de l'insécurité alimentaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté en Afrique devrait augmenter de 22 millions au cours des deux prochaines années (2020-2022) et de près de 50 millions de personnes d'ici 2035 Les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et les augmentations spéculatives des prix des denrées alimentaires risquent de précipiter les crises de sécurité alimentaire. La forte dépendance à l'égard des importations de denrées alimentaires est un élément clé de la vulnérabilité à cet égard - ce qui fait que d'ici 2030, 10 millions de personnes supplémentaires vivront dans la sous-alimentation ; d'ici 2040, 20 millions de personnes supplémentaires vivront dans la sous-alimentation en raison de la COVID-19 Les pertes d'emplois et les perturbations du commerce informel limiteront l'accès aux revenus pour de larges pans de la population du continent. Réduction des revenus des ménages et chute dans la pauvreté

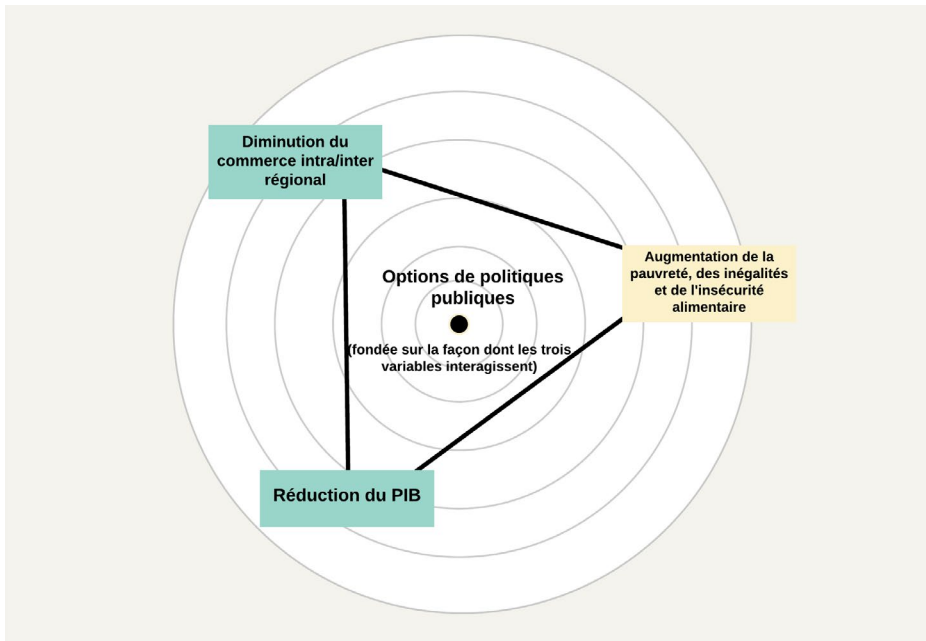
DÉTERMINATION DES CHOIX DE POLITIQUES PUBLIQUES DANS LES CONTEXTES LOCAUX

L'étude identifie un cadre décisionnel en trois points, décrit dans la *figure 13*, pour guider les choix de politiques publiques fondées sur des données probantes. Ce cadre est destiné à assurer l'intégration par le gouvernement de politiques et de stratégies globales qui répondent localement aux conséquences de la COVID-19. Ce faisant, les gouvernements seront en mesure de faire face aux futurs chocs socio-économiques dans un contexte multiforme, dynamique et complexe.

La forme et le caractère de ce lien varieront dans le temps et d'un pays à l'autre (d'une circonstance à l'autre). Dans un contexte de réflexion sur les systèmes, reflétant celui induit par la COVID-19 sur les trois variables et les sous-variables associées, le triangle fournit un modèle pour aider les gouvernements à aider les gouvernements à mettre en perspective les interactions des variables clés.

Ce cadre analytique peut aider à déterminer les choix politiques qui sont éclairés par un ensemble de facteurs large et intégré. Les choix politiques seraient soit une ou plusieurs nouvelles orientations, soit des consolidations (alignement, harmonisation et cohérence) des politiques existantes ou des décisions politiques visant à soutenir et à encourager les actions déjà entreprises afin de garantir l'environnement nécessaire pour faire passer les changements à une masse critique. En outre, l'analyse aidera les gouvernements à identifier les compromis et les risques associés aux options politiques sélectionnées. Il s'agit de l'étape initiale pour s'assurer que de tels compromis sont également prévus.

Figure 13 : Approche intégrée dans la détermination des choix de politique publique en réponse à la COVID-19.



La COVID-19 est une opportunité pour l'Afrique de transformer le fonctionnement du développement et d'adopter une croissance durable et inclusive tout en gérant l'interdépendance économique au sein de l'Afrique et avec le reste du monde. La COVID-19 a présenté un dossier solide sur l'urgence de l'accord de libre-échange africain et de la croissance industrielle. Enfin, il est important de reconnaître que les dommages économiques peuvent être causés non seulement par les politiques nationales, mais aussi par les modèles d'indépendance économique internationale. Cela rendra plus vulnérables les pays qui sont fortement dépendants du commerce international.



CONCLUSION

La COVID-19 n'est pas originaire d'Afrique - les premiers cas n'ont été signalés que deux à trois mois après que le virus ait été observé en Chine et, à l'époque, se soit déjà répandu en Asie, en Europe et en Amérique. Sur l'ensemble du continent, la propagation du virus a fait l'objet de réponses immédiates et agressives visant à ralentir ou mieux encore à arrêter sa propagation (aplanissement de la courbe). Comme dans le reste du monde, on espérait que ces mesures permettraient aux pays de gagner du temps pour préparer les infrastructures sanitaires. Malheureusement, ces mesures de santé, principalement sous forme de fermetures (fermeture d'entreprises et d'industries, restriction des déplacements, y compris la fermeture des frontières), ont entraîné des perturbations massives et coûteuses sur le plan socio-économique, dont les conséquences se sont surtout fait sentir dans les secteurs les plus pauvres des communautés. La prochaine étape gouvernementale consiste à s'appuyer sur la réponse initiale en la façonnant de manière réfléchie et en tenant compte des populations vulnérables et d'un futur développement durable et inclusif.

Il est possible pour les États membres de surmonter cette tempête et de sortir de l'autre côté avec une stratégie d'intégration continentale plus poussée, d'interdépendance gérée avec le reste du monde et d'intégration plus poussée pour surmonter les inégalités structurelles découlant d'injustices historiques comme le colonialisme. L'"Afrique que nous voulons" est un continent pacifique et ouvert à tous, composé de libres-penseurs et d'innovateurs, engagés et motivés par une identité et une vision communes pour un présent et un avenir émancipés. La COVID-19 offre l'opportunité d'articuler davantage une vision inclusive du développement africain qui se caractérise par la durabilité, des politiques inclusives et le développement économique.





Frederick S. Pardee Center for International Futures
Josef Korbel School of International Studies
University of Denver
Denver, Colorado
United States
+1 303 871 2443
pardee.center@du.edu

The African Union Development
Agency-NEPAD
Midrand, Johannesburg
Afrique du Sud
+27 11 256 3600
info@nepad.org
www.nepad.org